



Liberté Égalité Fraternité







Les événements Numérique En Commun[s] — NEC réunissent de larges communautés pour construire les outils partagés de l'inclusion numérique, penser les évolutions des usages numériques, structurer une gouvernance et des systèmes vertueux au service de l'intérêt général, des territoires et de celles et ceux qui y vivent.

Ils s'articulent autour d'une dynamique nationale et locale à travers des événements organisés partout en France tout au long de l'année, et ce depuis 2018 par les divers acteurs qui luttent contre l'exclusion et pour la solidarité numérique, l'accès aux droits, les communs, l'insertion professionnelle et la diffusion d'une culture numérique ouverte, éthique et durable.

Depuis 2018, NEC national est porté par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires, la Société Coopérative d'Intérêt Collectif la MedNum et Futur Composé, filiale de l'association d'intérêt général avec pour objectif l'éducation aux médias, Fréquence Écoles.

L'événement national 2021 a eu lieu au château de la Mercerie dans la commune de Magnac-Lavalette-Villars (département de la Charente) les 20 et 21 octobre 2021. Cette quatrième édition a permis de partager de bonnes pratiques entre professionnelles et professionnels et de créer des ressources communes pour défendre un numérique d'intérêt général.

POUR EN SAVOIR PLUS, rendez-vous sur le site internet :

numerique-en-communs.fr



Ce carnet est mis à la disposition du public sous Licence Ouverte / Open Licence



AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES









¹ Voir: agence-cohesion-territoires.gouv.fr/societe-numerique-55.

² Voir: revueladeferlante.fr/wp-content/ uploads/2021/02/ladeferlante_orthotypo.pdf.

Le document que vous tenez entre vos mains est un « Carnet NEC ».

Il s'agit d'un document qui témoigne à la fois d'une dynamique locale autour du numérique d'intérêt général, mais qui cherche également à rendre compte d'une enquête au long cours sur les conditions du déploiement d'un numérique éthique, durable et encapacitant en France hexagonale et d'outre-mer.

Numérique en Commun[s] est un dispositif ouvert à toutes et à tous, mobilisable par toutes celles et ceux qui souhaitent créer un temps de réflexion et de travail en commun sur leur territoire. Il a donné naissance à plusieurs dizaines de NEC locaux organisés sur l'ensemble du territoire français, tous co-financés par le Programme Société Numérique de l'ANCT¹.

Les Carnets NEC visent à documenter l'ensemble de ces événements organisés partout en France. La compilation de ces carnets permet :

- d'avoir une connaissance plus fine des activités et stratégies en cours;
- d'analyser à quelles conditions le numérique peut être considéré comme démocratique et relevant de l'intérêt général;
- de mettre en évidence les bonnes pratiques dans chaque territoire, tout en incarnant les orientations prises par la stratégie nationale pour un numérique inclusif.

Bonne lecture!

L'équipe des Carnets NEC[S] Locaux

Note à l'attention du lecteur et de la lectrice

Dans ce carnet, nous avons décidé d'adopter les principes de l'écriture inclusive. Par ce choix, nous voulons montrer qu'en utilisant cette forme rédactionnelle, il est possible de contenir les stéréotypes de genre, d'assurer une meilleure représentation des femmes dans la langue et d'éviter leur enfermement dans un répertoire restreint de rôles et de situations, limitant de fait leurs possibilités d'être et d'agir.

et conscientes que certains marqueurs typographiques de l'écriture inclusive, comme le point médian, peuvent perturber la lecture, notamment pour les personnes dyslexiques, les personnes aveugles ou malvoyantes utilisant des logiciels de synthèse vocale, ou les personnes en apprentissage ou en difficulté avec la langue écrite. De ce fait, nous avons fait le choix d'employer les doublets (« les citoyens et les citoyennes »), de favoriser le recours aux noms de métiers ou titres au féminin (en privilégiant les mots historiques plutôt que les néologismes d'adopter une règle longtemps en viqueur en français : l'accord de proximité (« toutes celles et ceux » ; « les articles et tribunes publiées »).

Pour arrêter ces choix typographiques, nous sommes notamment inspirées de la charte publiée par la revue féministe La Déferlante².

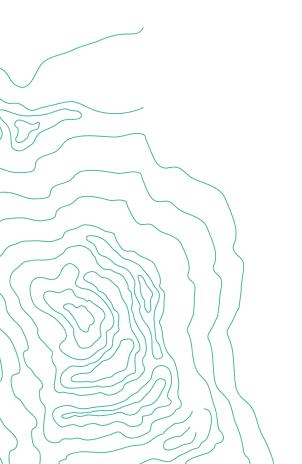


Montpellier a reçu en avril 2021, la première édition de « Numérique en Communs (NEC) », une initiative portée par Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier à la Halle Tropisme et soutenue par le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Conçu comme un espace d'échanges et de coopération, NEC a pour ambition de construire une société numérique éthique, inclusive et soutenable.

Car, nous le constatons, la crise sanitaire et ses confinements successifs ont accéléré les transformations latentes, dans nos façons d'appréhender le monde, dans nos manières de travailler jusqu'à nos rapports à autrui. Face à la crise, le numérique s'est imposé comme une évidence. Une évidence pour assurer la continuité de la vie économique, une évidence pour maintenir le lien social et avec lui, le

service public aux usagers. Il nous amène à repenser nos façons de voir, de débattre, de légiférer et d'interagir. Ils nous poussent à encourager la modernisation de l'action publique et avec elle, à repenser la place du citoyen dans la res publicge.

Comment améliorer le service rendu aux usagers, comment simplifier ses démarches au quotidien, les rendre attractives? Comment co-construire une Cité intelligente, une plateforme au service des pratiques citoyennes? Comment garantir l'accès de tous les citoyens au numérique, quels que soient leur âge, leur statut social ou leur lieu d'habitation? Autant de questions qui sont un enjeu majeur de justice sociale pour contrer les fractures numériques et une démocratie à deux vitesses. Le constat





selon lequel un Français sur huit ne possède pas d'accès fixe à Internet n'est plus acceptable aujourd'hui. Notre ville intelligente doit maîtriser et employer un numérique responsable pour que chacun puisse participer à la construction et à la vie de sa cité et bénéficier des mêmes opportunités que ce soit dans le monde professionnel, la culture, la citoyenneté, la parentalité, la mobilité ou l'entrepreneuriat.

Les innovations numériques ne suffisent plus, elles doivent désormais rejoindre l'idée de progrès, progrès porteur de sens et de valeurs. En cela gouverner à l'ère du numérique est une prise de conscience politique sur la nécessité d'une plus grande maîtrise du numérique, de ses enjeux et ses potentielles dérives. Les exemples sont nombreux, des fake news qui inondent les réseaux sociaux en dégradant la notion même d'information, aux modèles sécuritaires dopés aux technologies de reconnaissance faciale qui se développent dangereusement. Forger une conscience numérique est donc une nécessité pour nos sociétés qui en dépendent aujourd'hui totalement, c'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole s'est

engagée depuis plus de 10 ans dans l'intégration du numérique dans ses politiques publiques. La Cité intelligente constituant la stratégie d'innovation numérique, globale et multisectorielle du territoire. Grâce à cet engagement, notre territoire est désormais reconnu comme «Territoire d'Action pour un Numérique inclusif» (TANI) depuis 2021. Il est même au cœur du réseau «cluster de l'inclusion numérique». La création de la Fabrique numérique de territoire via le Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale (CEIS) et la mobilisation de 14 conseillers numériques dans les médiathèques, les Maisons pour Tous, les guichets uniques, le tiers lieu Mosson, le CEIS, le CCAS, etc. sont autant d'exemples de la mobilisation de nos deux collectivités — Ville et Métropole de Montpellier — dans la lutte pour l'inclusion numérique. C'est donc tout naturellement que nous avons organisé ce premier rendezvous pour réfléchir ensemble, collectivement, aux solutions à mettre en œuvre face au défi de l'inclusion numérique.

Michaël Delafosse, Maire de la Ville de Montpellier, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.



Les évènements NEC

en 2021



- NEC SUD CHARENTE: DU 28 AU 29 JANVIER 2021
- NEC MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE : 1ER AVRIL 2021
- NEC BORDEAUX MÉTROPOLE : 26 et 27 aout 2021
- NEC OCCITANIE: 27 septembre 2021
- NEC MAINE-ET-LOIRE: 29 octobre 2021
- NEC LA RÉUNION : 17 et 18 novembre 2021
- NEC ESSONNE SUD SEINE-ET-MARNE: 25 novembre 2021
- NEC HAUTE-SAVOIE: 26 novembre 2021
- NEC HAUTS-DE-FRANCE: 30 novembre 2021
- NEC SEINE-SAINT-DENIS: du 6 au 8 décembre 2021
- NEC SAMBRE-AVESNOIS-THIÉRACHE : 14 au 17 décembre 2021

POUR EN SAVOIR PLUS:

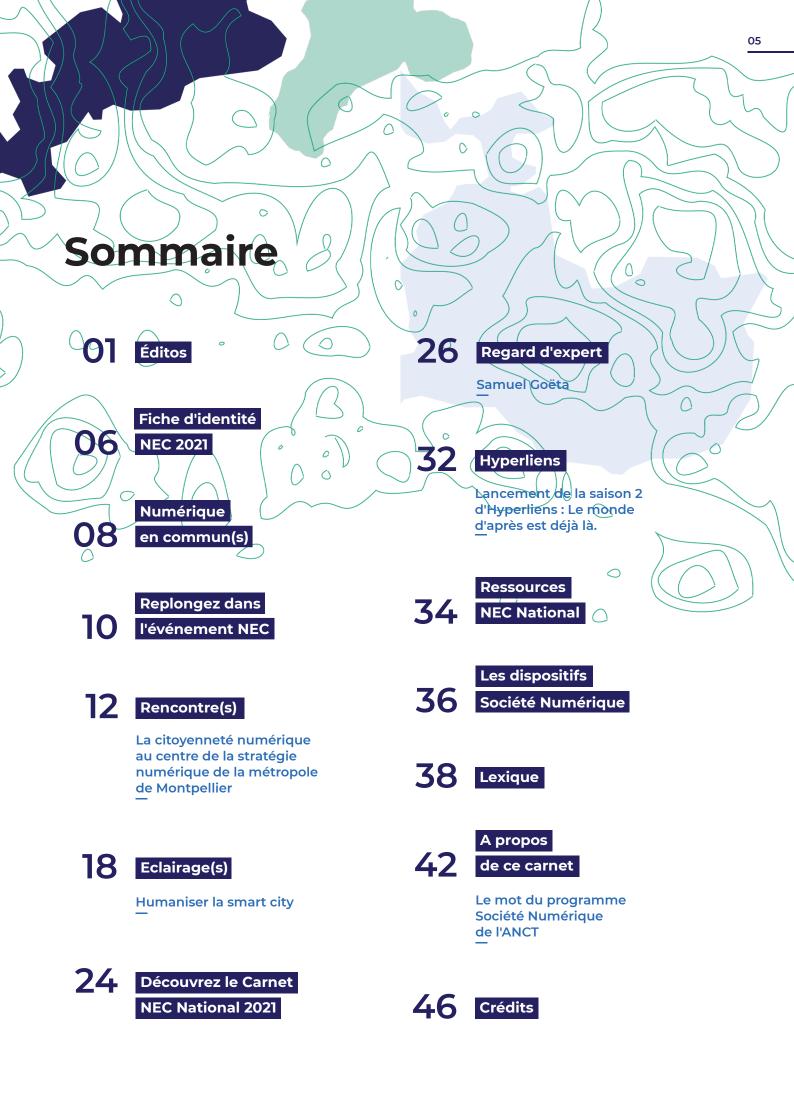
numerique-en-communs.fr





٥

O



D'IDENTITÉ OCCUPANTITÉ OCCUPANTITÉ

Pour sa première édition, Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole nous a offert une occasion unique : faire communauté autour des enjeux de la société numérique de demain, afin qu'elle soit inclusive, éthique et citoyenne.

Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier ont porté cet événement majeur à la Halle Tropisme à une période où les événements en présentiel demeuraient complexes à organiser à cause des conditions sanitaires.

NEC Montpellier Méditerranée Métropole a su mettre en lumière les initiatives, les actrices et les acteurs qui pensent et font la ville de demain, et qui s'engagent sur l'accès au numérique pour toutes et tous.

Tout au long de la journée se sont succédés keynote, tables rondes, pitch inspirants (diffusés en direct sur YouTube) sur les thématiques suivantes :

- Comment les usages des services numériques évoluentils dans le temps?
- Peut-on parler d'engagement des citoyens et des citoyennes dans leur ville et d'appropriation de ces services, ou au contraire génèrent-ils des résistances?

Alors que le numérique est un facteur d'innovation et de nouveaux services, le manque d'équipements ou de compétences crée de véritables fractures numériques dans la population. Face à cela, l'insertion citoyenne à inventer dépasse le champ de l'accès aux droits et services : c'est toute notre société qui repose sur l'usage du numérique.

Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole était donc un rendez-vous pour faire émerger collectivement des solutions au défi de l'inclusion numérique.













3 ENSEIGNEMENTS CLÉS DE CE NEC

- Un intérêt commun de tous les acteurs et actrices – entreprises, associations, académiques, collectivités – autour des enjeux de la médiation numérique
- Une approche singulière sur la smart city qui intègre l'accès universel aux services numériques
- Une synergie des fabriques de territoires en faveur de la lutte contre la fracture numérique

CHANTIERS EN COURS SUR LES THÉMATIQUES DU NUMÉRIQUE INCLUSIF

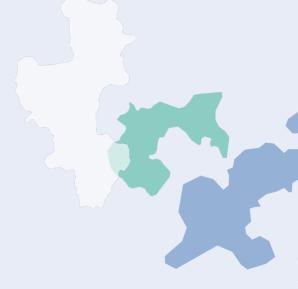
- Le développement d'un réseau en faveur de l'inclusion numérique de tous les citoyens et citoyennes
- La nécessité de comprendre le rapport des citoyens et des citoyennes au numérique pour répondre efficacement à leurs besoins
- ► Le déploiement de PIX, auprès des agents des collectivités –ville, métropole, CCAS, communes pour répondre aux besoins des agents/ citoyen·nes
- Un maillage au plus des citoyens et des citoyennes de l'offre de médiation numérique par les CnFS

NOUVELLES COLLABORATIONS AU SERVICE D'UN NUMÉRIQUE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

- Une dynamique partenariale autour de l'inclusion numérique pour travailler la cohérence de l'offre
- L'adaptation de l'offre pour de nouvelles cibles telles que les TPE dans les QPV

Numérique en commun(s)

Montpellier Méditerranée Métropole : 1er avril 2021



Pour sa première édition, Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole nous a offert une occasion unique: faire communauté autour des enjeux de la société numérique de demain, afin qu'elle soit inclusive, éthique et citoyenne.



Ouverture du NEC Montpellier Méditerranée Métropole.



Ouverture du NEC Montpellier Méditerranée Métropole par Cédric O, secrétaire d'état chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier ont porté cet événement majeur à la Halle Tropisme à une période ou les événements en présentiel demeuraient complexes à organiser à cause des conditions sanitaires. NEC Montpellier Méditerranée Métropole a su mettre en lumière les initiatives, les actrices et les acteurs qui pensent et font la ville de demain, et qui s'engagent sur l'accès au numérique pour toutes et tous.

Tout au long de la journée se sont succédés *keynote*, tables rondes, pitch inspirants (diffusés en direct sur YouTube) sur les thématiques suivantes:

- Comment les usages des services numériques évoluent-ils dans le temps?
- Peut-on parler d'engagement des citoyens et des citoyennes dans leur ville et d'appropriation de ces services, ou au contraire génèrentils des résistances?

Alors que le numérique est un facteur d'innovation et de nouveaux services, le manque d'équipements ou de compétences crée de véritables fractures numériques dans la population. Face à cela, l'insertion citoyenne à inventer dépasse le champ de l'accès aux droits et services : c'est toute notre société qui repose sur l'usage du numérique. Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole était donc un rendez-vous pour faire émerger collectivement des solutions au défi de l'inclusion numérique.



Replongez dans l'événement NEC

Vaucluse : du 6, 7 et 8 octobre 2021

REPLAYS



Inauguration du NEC par Cédric

O, secrétaire d'état chargé de la transition numérique et des communications électroniques (2019-2022)

youtu.be/F6jBrBHB1E8



KEYNOTE

La ville numérique : quels enjeux pour notre société de demain? Par Jacques François Marchandise, directeur de la recherche et de la prospective de la FING

 $youtu.be/SMbdg-sZ_WE$



Présentation de la démarche Numérique en Commun[s] par Caroline Corbal, chargée de mission au programme Société Numérique de l'ANCT, Hind Emad, Vice Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au développement économique et numérique, françois huguet, chercheur et rapporteur général des événements NEC

youtu.be/PyEi1BgPGTc



TABLE RONDE

La chaîne de valeur de l'inclusion numérique : entre stratégie, diversité et réalités du terrain avec M'Hamed Belhandouz, directeur général adjoint de Montpellier Méditerranée Métropole, directeur du CCAS, Léa Cauchard, doctorante de la Chaire Cit'US, Fabien Vermogen, chef de service usages numériques au Conseil départemental de l'Hérault, Emmanuel Mouton, président de Digital 113, Anna Salaün, campus manager Occitanie Est chez Simplon et françois huguet, chercheur et rapporteur général des événements NEC

youtu.be/ZJZkKFh1FRM

Les Pitchs inspirants partie 1 et 2

Présentation de solutions et expériences inspirantes de la ville numérique

PITCH 1

youtu.be/kE5I2XRSdX4



PITCH 2 youtu.be/_dTLCqW9Pok





Conclusion de Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole par françois huguet, chercheur et rapporteur général des événements NEC

youtu.be/3XgSIMyTF60



TABLE RONDE

La ville numérique : mise en perspective de notre rapport à la Société Numérique avec Jacques François Marchandise, directeur de la recherche et de la prospective de la FING, Hind Emad, Vice Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au développement économique et numérique, Gilles N Goala, Chaire Moma et expérience en ville et numérique, **Anne Sophie** Cases, Professeur des Universités, Coordinatrice du Projet de recherche HUT (Human at home Project)

youtu.be/2Nej2ZitGJY



REPORTAGE VIDÉO

À la rencontre des Fabriques de territoires : la Halle Tropisme et le Centre d'expérimentations et d'innovation sociale (CEIS du CCAS de Montpellier)

youtu.be/yJJhteYcabM



Rencontre(s)

La citoyenneté numérique au centre de la stratégie numérique de la métropole de Montpellier

Textes: Sébastien Magro

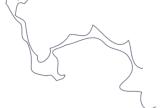
Au cœur de l'équipe d'organisation du NEC Montpellier Méditerranée Métropole, rencontre avec Hélène Roussel, qui coordonne le projet Cité intelligente au sein de la métropole et Anne Bourdarias, directrice des expérimentations et de l'innovation sociale au CCAS de Montpellier, qui porte une fabrique numérique de territoire (Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale [CEIS]).

Quelles sont vos actions respectives en matière de médiation et d'inclusion numériques? Comment qualifieriez-vous la stratégie numérique de Montpellier Métropole?

Hélène Roussel: La question de la médiation et de l'inclusion numérique a été abordée dans le cadre de la démarche globale de Cité intelligente — la stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de numérique³. Nous avons conscience qu'il n'était pas possible de développer des services numériques sans nous intéresser à l'accès à ces services et aux compétences, à la capacité

d'agir des citoyens et des citoyennes. C'est pourquoi nous avons choisi la citoyenneté numérique comme axe de travail. Il ne s'agit pas seulement de l'accès aux droits, mais également des usages du quotidien qui s'appuient sur le numérique. Et à partir de là, nous avons mis en place cette stratégie en concertation avec les acteurs et actrices en présence sur le territoire, pour agir en faveur de l'inclusion numérique.

Plus globalement, la stratégie numérique de Montpellier Métropole est un processus qui évolue depuis dix ans. En 2010, notre hypothèse de départ était : qu'est-ce que le numérique dans la ville? Comment se l'approprie-t-on? Quel est le rôle d'une collectivité grâce au numérique? Dans une première phase, dont la feuille de route a été dévoilée en 2011, nous avons observé une chose : la data était un point central pour construire une stratégie numérique. Or, comment structurer cette data à l'échelle du territoire? La data, qui est forcément transverse, a déclenché de nombreuses réflexions en interne : réfléchir à la data, c'est aussi ³ Voir montpellier3m.fr/cit%C3%A9-intelligente



agir autrement au sein de la collectivité. Avec le temps, le processus s'est affiné et nous avons effectué un important travail de recherche et développement pour répondre à de nombreuses questions autour des données : quelles sont celles présentes sur nos territoires? Sous quel format? Quelle est leur pérennité? Comment les utilise-t-on? Est-ce qu'elles ont du sens quand on les croise?

Nous n'avons pas les réponses à toutes ces questions, mais elles nous ont permis d'esquisser le cadre de notre stratégie, à travers des expériences et des travaux avec des universitaires ou des entreprises, et souvent avec les deux. Et petit à petit, nous avons vu cette stratégie se développer autour de nos politiques publiques et autour du rôle de la collectivité tout en associant l'écosystème de la recherche⁴.

"Tous les usages que les citoyens et les citoyennes font du numérique engagent une posture de la collectivité. C'est pourquoi toutes nos réflexions sont polycentriques, systémiques, multithématiques, transverses"

Hélène Roussel, directrice de la mission Cité intelligente à Montpellier Méditerranée Métropole

Nous avons abordé cette stratégie étape par étape, en lien avec les compétences d'abord de l'agglomération et ensuite de la métropole. Tous les usages que les citoyens et les citoyennes font du numérique engagent une posture de la collectivité. Donc la cité intelligente, c'est la conduite de toutes ces réflexions qui sont polycentriques, systémiques, multithématiques et transverses. En 2017 est arrivée la question de la citoyenneté numérique. Nous avons pris conscience qu'on ne pouvait pas développer de service numérique sans réfléchir à son accès. Et c'est là que nous avons commencé à poser des jalons d'une stratégie multipartenariale en faveur de l'inclusion numérique.

C'est là que le CCAS intervient?

Anne Bourdarias: Oui, le Centre d'Expérimentation et d'Innovation Sociale (CEIS) du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, qui a ouvert en 2018, est un acteur en première ligne en matière d'accès aux droits sociaux. C'est pourquoi nous avons été rapidement confrontés à l'impact de la dématérialisation des démarches sur nos bénéficiaires. Le CCAS s'est inscrit dans la lutte contre la fracture numérique en ouvrant ce lieu d'inclusion sociale et numérique. En effet, s'il existe une offre sur le territoire métropolitain, elle est hétérogène, disparate et pas forcément coordonnée. Il était nécessaire que la Métropole et le CCAS travaillent ensemble pour mieux coordonner l'offre et mieux identifier les problématiques sur le territoire, afin de créer un référentiel commun entre tous les partenaires pour pouvoir être plus efficaces sur la réponse aux besoins. La dynamique installée entre les équipes du CCAS et celles de la Métropole permet d'alimenter nos pratiques professionnelles



Hélène Roussel, directrice de la mission Cité intelligente à Montpellier Méditerranée Métropole.

"Voir encadré p. 16 sur les relations entre la recherche universitaire et la stratégie numérique de la métropole de Montpellier. quotidiennes. Ce qui est intéressant, c'est la complémentarité entre nos deux établissements publics avec d'un côté, les fractures numériques et le lien direct avec les populations et, de l'autre, une stratégie plus globale d'intervention, tant sur le plan national que sur le plan local.

Quelle est l'approche adoptée au CCAS en matière de réponse aux besoins des usagers et des usagères?

AB: Le CCAS propose un lieu hybride qui s'assimile à un tiers lieu, où les bénéficiaires sont au cœur des pratiques. Dans l'ensemble des actions que nous menons, nous nous efforçons de les intégrer le plus en amont possible du développement des projets et quel que soit la nature des actions. Pour le numérique, c'est pareil. Notre démarche pédagogique a pour enjeu de rendre l'usager acteur de son parcours, de partir de ses connaissances et d'être dans un processus de capacitation. Par exemple, nous essayons de partir de WhatsApp, application souvent connue des publics. pour les acculturer au numérique et les rendre autonomes dans la réalisation de leurs démarches en ligne. Nous partons des besoins des bénéficiaires mais aussi de leurs connaissances aussi minimes soient elles, pour essayer de développer des outils, de leur proposer un format d'accompagnement qui soit un peu plus en lien avec les ressources dont elles et ils disposent déjà.

Limiter les discriminations liées à la dématérialisation suppose de remettre les usagers au cœur du développement des plateformes. Le design des

PICE DU REPORTACE

TÀ LA RENCONTRE DES FABRIQUES
DE TERRITORISS : LA HALLE
TROPISME ET LE CEIS*

Retrouvez l'intégralité du reportage sur youtu.be/yJJhteYcabM

plateformes du service public est déterminant. C'est pourquoi le CEIS tisse des liens avec les entreprises, des start up de façon à mettre en relation les usagers potentiels avec les développeurs et adapter ainsi les interfaces numériques aux usages.

> "Plutôt que de partir sur l'application de supports pédagogiques classiques sans qu'ils soient appropriés aux problématiques des personnes. nous partons des compétences des publics pour pouvoir adapter les modalités d'intervention et d'accompagnement des médiateurs et médiatrices numériques."

> **Anne Bourdarias,** directrice des Expérimentations et de l'Innovation Sociale au CCAS de Montpellier

Justement, comment envisagezvous le déploiement des conseillers et conseillères numériques France Services, l'un des principaux points du plan de relance, à Montpellier Métropole?

HR: Clairement, il y a un besoin. Nous l'avons bien vu, après un recensement en interne: toutes les directions qui sont en lien avec les citoyens ont exprimé leurs attentes pour ces postes. Là, nous sommes en train de faire les démarches et l'offre sera prochainement diffusée. L'idée, ce n'est pas simplement des mesures pour la collectivité, mais aussi pour le territoire. Nous voulons gagner en cohérence pour qu'il n'y ait pas de «trou dans la raquette», c'est pourquoi il faut aussi des mesures sur le territoire et





Exemple d'action menée par le CCAS de Montpellier. Crédits photo : Halles Tropisme.

ne pas tout concentrer de notre côté. Nous avons prévu dix postes pour la ville et la métropole (nous avons choisi de mutualiser) et deux pour le CCAS, donc 12 au total. Côté ville, nous avons 23 maisons pour tous, et il y a 11 médiathèques sur tout le territoire de la métropole. Nous avons également un tiers lieu qui va ouvrir dans un quartier politique de la ville. Certains agents et agentes seront itinérantes, en lien avec les guichets des communes, et nous prévoyons d'en affecter un aux ressources humaines, car nous déployons PIX pour les 7000 agents de la métropole. Au final, je dirais que l'ensemble de ces mesures nous aident à alimenter notre stratégie d'inclusion numérique.

AB: Effectivement, l'idée est de pouvoir déployer les conseillers et conseillères numériques France Services sur le territoire pour que l'offre soit la plus exhaustive possible. Nous aimerions également pouvoir travailler sur une dynamique de communauté des CnFS. Qu'elles et ils puissent échanger sur leurs pratiques, et puissent-elles et eux-mêmes avoir un regard très fin sur l'offre métropolitaine pour pouvoir mieux orienter les publics à l'échelle du territoire.

Bien que cette interview soit réalisée à chaud, puisque nous nous parlons l'après-midi du NEC, quel est votre regard sur l'événement? Plus globalement, comment l'avez-vous conçu?

HR: En 2019, nous avons été invitées au NEC national à Marseille, alors que nous venions d'être labellisés TANI. Il nous semblait intéressant de pouvoir réunir dans le cadre d'un NEC local l'ensemble des acteurs et actrices de notre territoire, dans l'idée de développer

une stratégie. Car les NEC jouent très souvent un rôle de catalyseur. Donc nous avons répondu, en pensant que ça serait en présentiel, que les gens pourraient se voir et discuter. L'autre élément qui nous paraissait important par rapport à un NEC, c'était de ne pas avoir une accumulation

d'expériences, mais plutôt de prendre du recul. Comme nous collaborons avec de nombreux acteurs et actrices universitaires, nous tenions à partager ces éclairages qui nous nourrissent au quotidien. C'est pourquoi nous avons bâti un programme sur une journée: le matin, la médiation numérique avec les acteurs et actrices de la chaîne de valeur de la médiation numérique, et l'après-midi, un regard autour de notre rapport au numérique.

AB: Je dirais que, pour le CCAS, le NEC, c'est aussi l'occasion de sortir de «l'entre soi» des acteurs de terrain de la médiation numérique. Ce NEC nous permet de faire «un pas de côté» et d'analyser nos pratiques. Il n'est pas courant de pouvoir confronter des analyses et des pratiques des acteurs et actrices aussi hétérogènes : celles et ceux de l'entreprise avec des associatifs, mais également des universitaires qui permettent de nourrir nos démarches parfois très empiriques. C'était l'un des enjeux de ce NEC: pouvoir faire échanger des partenaires qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer. SM

POUR EN SAVOIR PLUS,

- À propos de la stratégie numérique de Montpellier Métropole : montpellier3m.fr/cit%C3%A9intelligente et entreprendremontpellier.com/fr
- À propos du CCAS de Montpellier : montpellier.fr/273-ccas.htm

Entretien enregistré le 1er avril 2021, sur site, pendant le NEC.





LA RECHERCHE NOURRIT LA RÉFLEXION AUTOUR DE LA MÉDIATION NUMÉRIQUE

Lors du NEC Montpellier pour la première fois la les échanges. Pour Hélène Roussel, qui porte le projet Cité intelligente au sein de la métropole, il était évident d'associer des chercheurs et des chercheuses, compte tenu de leur implication au sein du paysage local : « Nous collaborons beaucoup avec le laboratoire de recherche Cit.Us, qui travaille sur les usages et pratiques de la ville intelligente. La recherche fait partie de notre écosystème autant que les entreprises et les associations. C'est pourquoi je ne voyais pas un événement comme NEC sans universitaire ou chercheur/ chercheuse qui apportent un éclairage.» Doctorante en économie-sciences de gestion, Léa Cauchard est membre de la lors d'une table-ronde du NEC Montpellier. Pour elle, le monde académique permet d'apporter un regard neuf aux institutions

Zoom sur...

recherches, j'essaie d'apporter un éclairage qui sort du cadre pratique, auquel la métropole ou le CCAS sont confrontés tous les jours, pour les accompagner concrètement sur leurs actions grâce à un apport théorique».

0

Une relation de réciprocité s'est installée, dans laquelle la recherche vient alimenter le secteur professionnel, et inversement. Léa Cauchard indique: «Le monde académique a besoin d'être en contact avec le terrain pour récolter des données et pour tester ses théories. Inversement, les institutions ont les données, mais n'ont généralement analyser». Hélène Roussel confirme que la recherche et professionnelles de rendre leurs métiers intelligibles: travail de veille qui vient nous challenger. En ce qui me concerne, je vois ça comme un partage de regards sur le l'intérêt pour la recherche est également économique, car les 13 millions de personnes identifiées comme éloignées du numérique sont autant de parts de marché en moins pour le secteur privé. Léa Cauchard entreprises ont besoin de mieux comprendre comment traiter la problématique de l'inclusion numérique pour assurer leur viabilité.» SM



⁴Voir chairecitus.com.





Éclairage(s)

Humaniser la smart city

Textes: françois huguet

Au-delà des échanges nombreux et nourris, le NEC Montpellier Méditerranée Métropole a permis de montrer qu'à l'heure de la dématérialisation, le territoire montpelliérain n'a pas comme unique objectif de fournir un meilleur service public et accès aux droits à ses citoyennes et citoyens, mais de penser ces accès et services comme des éléments qui doivent-être plus équitables et mieux distribués grâce, justement, au numérique ; en faire des conditions même de l'exercice de la citoyenneté et des droits qu'ouvre cette dernière. En ce sens, la métropole languedocienne s'inscrit dans cette autre façon de penser la ville intelligente où les différentes formes de discriminations sont analysées pour être mieux combattues et où l'on retire souvent les lunettes qui nous poussent à tout regarder sous le seul angle de la technique.



Si les technologies numériques ont bien investi les villes, force est de constater que ce n'est pas selon le scénario qu'escomptaient les plus enthousiastes disciples de la *smart city* •, à savoir «optimiser» la ville, ses flux et ses services. L'arrivée massive de technologies de collecte de données a surtout permis, selon de nombreux et nombreuses scientifiques⁵, d'extraire puis de revendre des données produites par des citoyens et des

Sur ce point, voir, par exemple, l'ouvrage d'Antoine Picon paru en 2018 «Smart Cities - Théorie et Critique d'un Idéal Auto-Organisateur», Éditions B2, Collection Actualités.

Sur ce point, voir notamment les résultats du programme « Audacities — Gouverner et innover dans la ville numérique réelle » mené par la FING et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) : fing.org/toutes-les-actions/audacities.html.

▼ Cette iconographie indique que le terme est défini dans le lexique (page 40-43).

citoyennes, à contrôler certaines fonctions de la ville par les grands acteurs et actrices de cette dernière. Effectivement, ces dernières années, plusieurs programmes de recherches⁶ ont montré que cette transformation n'a pas tant été le fait des actrices et acteurs dont la ville est le métier - comme les pouvoirs publics —, mais le fait d'initiatives citoyennes ou entrepreneuriales allant d'Open Street Map à Uber ou Airbnb en passant par JC Decaux, Deliveroo et Google favorisant à la fois des formes de détournement, de dérégulation et de concentration⁷. L'idée de smart city a néanmoins conduit les villes à se projeter et à se demander comment régler les grands problèmes urbains. Elle a joué un rôle positif, de discours mobilisateur. Ces dernières années, le techno-enthousiasme ambiant a toutefois perdu en intensité⁸, certaines promesses n'ayant pas été tenues⁹.



En réalité, on se rend compte avec un peu de recul qu'au lieu d'imaginer un numérique qui rendrait la ville plus aisée à gouverner, il faudrait partir du principe inverse : que le numérique rend d'abord la ville bien plus ingouvernable demain qu'hier, avec sa multitude de nouveaux acteurs et actrices et notamment des disrupteurs-disruptrices aux positionnements nouveaux, une circulation de l'information et des circuits de décision plus complexes que jamais.

Zoom sur...



LE CONCEPT DE « SMART CITY »

traduction de l'anglais smart city, s'emploie pour une ville qui développe les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour « améliorer » la qualité des services urbains ou encore réduire ses coûts. Ce concept émergent désigne un type de développement urbain apte l'émergence des besoins des des citoyennes et des citoyens, tant sur le plan économique, social, qu'environnemental. La gestion du trafic ou la limitation de la consommation électrique entrent par exemple dans ce cadre. Ainsi, une ville intelligente devrait être capable de gérer des infrastructures communicantes entre elles, adaptables, durables et plus efficaces, automatisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes, dans le respect de

Ce n'est cependant qu'en 2005 que le terme de *smart city* a fait son apparition, utilisé par Bill Clinton à l'occasion d'un défi lancé par sa fondation au géant du numérique Cisco. L'ancien président des États-Unis avait alors appelé l'entreprise à développer des plans de décongestion des villes, à commencer par San Francisco, Séoul et Amsterdam afin de diminuer les émissions de CO2 et économiser à la fois pour les citoyens, les citoyennes et les communautés locales du temps et de l'argent.



⁷Sur ce point, et puisque nous avons évoqué Google, voir : lagazettedescommunes. com/646652/quellesera-lissue-de-la-partiedechecs-qui-se-joueentre-toronto-et-google/. Notons que le projet de « Quayside » porté par Waterfront Toronto et Sidewalk Labs (groupe Alphabet, Google) a été abandonné en 2020 signant un échec cuisant du géant américain sur le domaine de la smart

⁸Sur ce point voir notamment le N°231 intitulé « Critiques numériques » de la revue Réseaux publié en 2022 : cairn.info/revuereseaux-2022-1.htm.

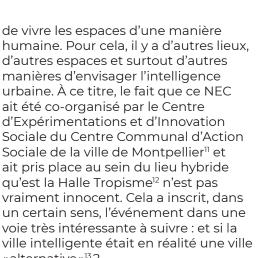
⁹Un exemple parlant: en matière de circulation, dans bien des villes, la situation a empiré. Le numérique n'est pas seul en cause, mais il y a contribué. Idem pour les questions relatives au travail: le numérique a fortement contribué à la précarisation de beaucoup de travailleurs et de travailleuses (digital labor et tâcheronnisation ▼).

Lors de NEC Montpellier Méditerranée Métropole, Hind Emad, Vice-Présidente de la métropole et déléguée au développement économique et numérique, Jacques François Marchandise, directeur de la recherche et de la prospective de la FING et Hélène Roussel, directrice de la mission Cité intelligente à Montpellier 3M, ont rappelé que la tension provoquée par une forme de technologisation de la ville semble incompatible avec sa diversité sociale. En envisageant le citoyen et la citoyenne comme un produit et un consommateur ou consommatrice, elle génère à la fois de la dépendance et de l'exclusion. Si la technologisation de la ville n'est envisagée que comme un solutionnisme appliqué au vivre ensemble, ce concept ne générera que des retours critiques de plus en plus nourris.

En instrumentalisant des bâtiments ou des flux de circulation. on ne répond pas directement au besoin de donner une capacité de partager, de vivre les espaces d'une manière humaine.

Dès lors, comment parler de «ville intelligente» sans chercher à exclure des pans entiers de la population ? Pour Walter Benjamin, la ville n'a de cesse d'évoluer et ses habitants et habitantes apprécient cette évolution perpétuelle¹⁰. On pourrait donc croire que la smart city s'apparente à un moyen d'avoir prise sur cette évolution qui nous échappe souvent, que l'on a besoin de comprendre et de réinventer sans cesse. La problématique majeure de la ville supposée intelligente est ailleurs: en instrumentalisant des objets, des véhicules, des bâtiments ou des flux de circulation, on ne répond pas directement au besoin de donner une capacité de partager,

humaine. Pour cela, il y a d'autres lieux, d'autres espaces et surtout d'autres manières d'envisager l'intelligence urbaine. À ce titre, le fait que ce NEC ait été co-organisé par le Centre d'Expérimentations et d'Innovation Sociale du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Montpellier¹¹ et ait pris place au sein du lieu hybride qu'est la Halle Tropisme¹² n'est pas vraiment innocent. Cela a inscrit, dans un certain sens, l'événement dans une voie très intéressante à suivre : et si la ville intelligente était en réalité une ville «alternative»13?



Zoom sur...



0

LE MOUTON NUMÉRIQUE

Le Mouton numérique est un collectif de réflexion technocritique sur les enjeux que posent les technologies à nos sociétés. Il regroupe des personnes qui s'interrogent individuellement et souhaitent passer à l'échelon collectif dans un cadre associatif et collaboratif.

L'association à but non lucratif publie régulièrement des les technologies numériques, les aspects politiques de ces dernières, mais organise également des événements pour éclairer plusieurs sujets : surveillance, démocratie technique, éducation et technologies, intersectionnalité, écologie, imaginaire, etc.

Des analyses à suivre de près pour comprendre et décrypter le numérique d'hier, d'aujourd'hui et de demain!

POUR EN SAVOIR PLUS, → mouton-numerique.org

- ¹⁰ Philippe Simay (2009), 4: Walter Benjamin: la ville comme expérience, Le territoire des philosophes, lieu et espace dans la pensée au XX siècle (dir. T. Paquot & C. Younès), La Découverte, Paris.
- "Voir montpellier.fr/ structure/1792/240centre-dexperimentations-et-dinnovation-sociale-ceisstructure.htm.
- ¹²Voir tropisme.coop
- ¹³ Sur ce point, voir également la partie éclairages du carnet NEC Hauts-de-France et l'entretien avec le regard d'experte de Geneviève Fontaine dans le même carnet





- 14 Sur ce point, voir notamment: leprogres. fr/rhone/2011/11/24/ les-marches-publics-jcdecaux-a-lyon.
- 15 Sur ce point, voir notamment les analyses d'Étienne Pichot Damon, responsable de la relation avec les administrations à la Direction interministérielle du numérique (DINUM) : medium.com/datactivist/data-et-transports-4-cas-d%C3%A9tudes-britanniques-%C3%A0-conna%C3%AEtre-2-3-29097c89f9ac.
- 16 Sur ce point, voir les analyses d'Alain Damasio sur la privatisation des villes françaises développé dans son roman de science-fiction Les Furtifs publié aux éditions La Volte en 2019.

Il est plus important de "produire" la ville que de la "consommer".

De la ville intelligente à la ville alternative

La Halle Tropisme (labellisée Fabrique de territoire par l'ANCT) est un tiers lieu culturel implanté au sein des bâtiments de l'ancienne école d'application d'infanterie, fermés depuis de nombreuses années. Sur les vestiges encore visibles de ces bâtiments de 1913, la coopérative montpelliéraine Illusion & Macadam a créé une dynamique culturelle sans précédent à Montpellier et a permis à la ville de former un laboratoire urbain pour tester de nouveaux modèles de mise à disposition de l'immobilier, un modèle social singulier, l'acceptabilité de ce type d'espace, etc. Le laboratoire Tropisme (orienté sur les questions créatives et culturelles) permet, comme de nombreux autres tiers lieux, de se déprendre de la dépendance à la propriété pour s'intéresser à l'usage. Il permet également de poser ce que peut être une cité intelligente, contributive et surtout solidaire. Aux côtés du CEIS du CCAS de la ville (également labellisé Fabrique de territoire), cet espace hybride, comme tous les tiers lieux français, nous montre qu'il est plus important de «produire» la ville que de la «consommer»; notamment afin d'éviter que l'on perde le contrôle, que la décision soit déjà intégrée dans le design, dans le dessein de la *smart city*, comme les technologies sont déjà intégrées dans les villes. Et il nous semble que c'est aussi dans ce genre d'espace que peut se construire un numérique d'intérêt

général. Un numérique intégré à une ville où il y a du lien social, où on en prend soin, où on le développe. Une ville humanisée et plus équilibrée qui nous aide à devenir plus créateurs et créatrices qu'usagers et usagères.

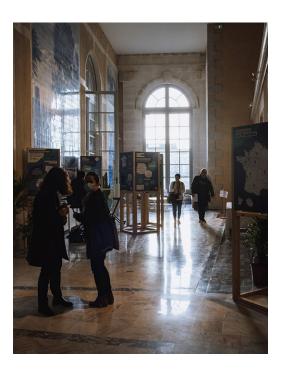
Redistribuer les rôles entre politiques, citoyens, citoyennes et entreprises

La smart city est un concept qui a suscité un nombre important de réflexions de la part de sociologues, économistes, designers, urbanistes, architectes, etc. Un des angles morts relevé par ces analyses est celui de la place et du rôle que l'on attribue à la citoyenne et au citoyen, qui sont utilisés à la fois comme des capteurs d'informations et comme des cibles. Les informations qu'il ou elle renseigne (ou qu'on lui soutire) permettent certes d'améliorer le fonctionnement de la ville, mais permettent également aux entreprises de mieux identifier les besoins. Et ces besoins sont très souvent marchandisés. En France par exemple, les grands acteurs des vélos en libre-service supportent les investissements et la logistique de tels investissements, mais récupèrent en échange la gestion des espaces publicitaires¹⁵ ainsi que les habitudes de déplacement des usagers et usagères cyclistes¹⁴. À Londres, la société de transports publics commercialise les lieux d'affluence selon les horaires à des régies publicitaires. En réalité, c'est le modèle de financement de la ville intelligente qu'il faut interroger : vendre nos habitudes comportementales, nos habitudes de consommation, de déplacement est quelque chose qui, à terme, transforme la ville en un lieu du tout-marchand, qui donne un pouvoir énorme aux entreprises au détriment des politiques, des citoyens et des citoyennes¹⁶. Fortes de toutes ces données, des entreprises peuvent donc jouer un rôle accru dans les prises de décisions autrefois réservées aux politiques; elles peuvent devenir des forces de proposition, voire des forces de définition des stratégies urbaines et creuser un écart conséquent entre différents espaces urbains/péri-urbains/

En réalité, c'est le modèle de financement de la ville intelligente qu'il faut interroger : vendre nos habitudes comportementales, nos habitudes de consommation, de déplacement est quelque chose qui, à terme, transforme la ville en un lieu du tout-marchand, qui donne un pouvoir énorme aux entreprises au détriment des politiques, des citoyens et des citoyennes.

Poser des limites à ces phénomènes de déprise des pouvoirs publics est donc un objectif important pour toute collectivité qui cherche à construire un numérique d'intérêt général animé par des objectifs de développement d'un numérique plus ouvert, plus inclusif, plus éthique et durable.

Le développement des technologies numériques a tendance à nous faire croire que la vie urbaine n'est qu'un problème technique et nous invite à diagnostiquer sélectivement les problèmes qu'elle pourrait résoudre. Les personnes qui voient le monde sous le prisme de la technologie perçoivent l'ensemble des défis urbains (comme l'engagement civique, la conception urbaine, la police...) comme quelque chose d'inefficace que la technologie pourrait améliorer. Elles ont d'ailleurs tendance à penser que la solution consiste toujours à technologiser ces problèmes. Pourtant, dans son livre The smart enough city, putting technology in its place to reclaim our urban future, le chercheur américain en sciences politiques Ben Green rappelle que voir la technologie comme la variable principale sous-estime tous les autres enjeux, comme les réformes politiques ou le changement politique¹⁷. L'enjeu de l'intégration de la technique et de la ville est ailleurs, assène-t-il. Elle doit être au service des buts politiques et sociaux plutôt que de servir son seul intérêt. Les applications de la technologie numérique ne livrent leurs meilleurs résultats que quand elles sont déployées en coordination avec d'autres formes d'innovation et plus encore quand elles sont enchâssées dans les structures et pratiques municipales. En ce sens, les objectifs de la ville «suffisamment intelligente» (The Smart Enough City) sont bien plus ambitieux et difficiles à atteindre que ceux de la ville intelligente. Pour Green, l'enjeu n'est pas de s'opposer à l'innovation ou à la technologie, mais au contraire de faciliter des formes d'innovation qui vont le plus bénéficier aux habitants et habitantes des villes, plutôt qu'aux seuls opérateurs et opératrices de technologie.



"Sur ce point, voir Ben Green (2019), The Smart Enough City, Putting Technology in Its Place to Reclaim Our Urban Future, MIT Press.

Ben Green montre dans son ouvrage que les technologies de la mobilité doivent atténuer les inégalités et améliorer la santé publique plutôt que d'ouvrir ou de «disrupter» de nouveaux marchés. Elles doivent aider les villes à devenir plus démocratiques qu'elles ne le sont et donner de la capacité d'agir aux citoyennes et aux citoyens. Elles doivent aider à créer des villes plus justes qui aident les plus vulnérables plutôt qu'elles ne les contrôlent et punissent. Elles doivent être responsables et soutenir la vie privée et la démocratie. Elles doivent être innovantes, c'est-à-dire qu'elles doivent accorder la data science avec des réformes non technologiques pour améliorer le fonctionnement municipal et les services sociaux (ce que pointe Hélène Roussel dans l'entretien précédent cet éclairage).

Pour arriver à tout cela, il semble indispensable de «déposer nos lunettes techniques» une bonne fois pour toutes et de se retrousser les manches pour construire le chemin d'une responsabilité sociale des technologies mises à l'épreuve par les pratiques concrètes des responsables de l'innovation urbaine.

Zoom sur...

LES DOUZE TRAVAUX D'UN NUMÉRIQUE PLUS SOLIDAIRE

La crise sanitaire a rendu le monde numérique presque incontournable, y compris pour les plus fragilisé·es. Dans cette perspective, l'exclusion numérique de près de 20 % de la population française s'avère intenable. De nombreuses pistes, s'appuyant sur les outils ou l'accompagnement des pratiques, peuvent pourtant être explorées pour permettre au numérique, à défaut d'être habité par toutes et tous, de devenir habitable.

Un article qui revient sur douze idées fortes pour mettre les nouvelles technologies au service du «vivre ensemble» et de l'inclusion sociale.

POUR EN SAVOIR PLUS,

→ solidarum.org/inclusion-sociale/ douze-travaux-d-numerique-plussolidaire

C'est le défi que pose la démarche Numérique en Commun[s] mais il semble que ce soit également celui que semble se poser la métropole de Montpellier.

Et on ne peut que se réjouir car ce défi augure des projets particulièrement stimulants pour le numérique d'intérêt général.





DÉCOUVREZ

Le Carnet NEC National 2021

Une ressource à télécharger et partager!

Dans ce carnet de 104 pages qui documente la 4ème édition de Numérique En Commun[s], vous trouverez des articles de fond, des témoignages, et des outils concrets à mettre en oeuvre au quotidien, autour des thématiques suivantes: inclusion numérique, accessibilité, ouverture des données, communs numériques, lieux de médiation numériques, tiers-lieux, cybersécurité, etc...

Nous avons aussi produit une version accessible de ce carnet pour les personnes malvoyantes et aveugles. À ce sujet, vous pourrez trouver notre note d'intention.

POUR EN SAVOIR PLUS:

numerique-en-communs.fr/ accessibilite-et-bonnes-pratiques/



Retrouvez le carnet NEC21 sur le site internet de Numérique en Commun[s].

TÉLÉCHARGER

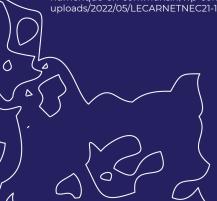
numerique-en-communs.fr/wp-content/uploads/2022/05/LECARNETNEC21-1.pdf

Retrouvez la version accessible du carnet NEC21 sur le site internet de NEC[S].



TÉLÉCHARGER

numerique-en-communs.fr/wp-content/ uploads/2022/06/LECARNETNEC21_ACCESSIBLE-1.docx



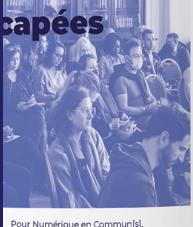
A MASTERCLASS

BÉATRICE PRADILLON

LLECTIF HANDI-FÉMINISTE

ALIDEUSES

accessibilité réelle prise dération sonnes



Pour Numérique en Commun [s], Céline Extenso et Béatrice Pradillon, co-fondatrices du collectif handi-féministe Les Dévalideuses², reviennent sur les raisons structurelles de cette situation critique et proposent des pistes concrètes pour faire des services publics numériques de réels environnements encapacitants pour toutes et tous.

66

L'accessibilité, ce n'est pas seulement à destination de publics passifs.
Dans les salles de spectacle, les places handicapées sont dans les salles, mais peu d'aménagements sont pensés pour rendre accessible la scène, les coulisses ou l'organisation.
Pourtant, nous ne sommes pas que des spectateurs, nous pouvons aussi être des acteurs.

- Céline Extenso, Les Dévalideuses

¹ Jean-Marie Mizzon et Raymond Vall, « L'illectronisme ne disparaîtra pas d'un coup de tablette magique !», rapport d'information de la mission « Lutte contre l'illectronisme et pour l'Inclusion numérique » (rapport n'711), note de synthèse, Sénat, 17 septembre 2020, p. 18. En ligne : https://senat.fr/rap/19-711/n9-7111.pdf

² Les Dévalldeuses est un collectif handi-féministe qui démonte les idées reçues sur les handicaps; ses membres sont des personnes concernées. Béatrice Pradillon travaille également à l'ADULACT (Association des Développeurs et Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales), association œuvrant à la constitution d'un patrimoine de logiciels libres métiers utiles aux missions de service public.

³ Ces discriminations s'inscrivent dans un continuum de violences pouvant aller du rejet franc (violences physiques et verbales, refus d'inclusion, négligences d'accessibilité) à une forme de pitié bienveillante (gestes intrusifs, mots et congratulations déplacées) et traversent l'ensemble des institutions juridiques, médicales, culturelles, économiques...

⁴ Pour une généalogie plus complète du terme, voir Charlotte Puiseux (2020), Dictionnaire CRIP, auto-édition. En ligne: https://charlottepuiseux.com/store //dictionnaire-crip

LE VALIDISME, UN CONCEPT ENCORE TROP PEU CONNU

Le mouvement des personnes handicapées pour les droits civiques apparaît dans le monde anglo-saxon dans les années 1960-1970. Dans la lignée des mouvements afro-américains, des étudiants et étudiantes handicapées dépendant d'une assistance régulière se mobilisent pour le droit à la vie autonome. Ils et elles revendiquent la possibilité de sortir des institutions et un aménagement des campus leur permettant de vivre de façon autonome.

Avec ce mouvement émerge une nouvelle théorisation du handicap à l'origine des disability studies. Alors que le modèle médical jusqu'alors dominant considère le handicap comme une défaillance biologique qui produit une situation d'infériorité morale et/ou matérielle, le modèle social replace le handicap dans sa dimension collective. Si une personne subit un handicap c'est avant tout parce que l'environnement dans lequel elle évolue n'est pas adapté à sa situation.

Ce changement de perspective permet de responsabiliser davantage la société et de sortir du registre de la charité, de la solidarité et de l'infantilisation pour penser réellement l'autonomisation et l'autodétermination des personnes handicapées.

Aujourd'hui les mouvements anti-validistes se situent entre ces deux modèles. Sans remettre en cause le fait que les handicaps existent indépendamment de l'environnement – certaines personnes connaîtront toujours des empêchements lourds, de la fatigue, des douleurs chroniques même avec un environnement accessible – ils dénoncent le validisme en tant que système d'oppression discriminant les personnes handicapées du fait de leur non-correspondance aux normes médicales dites valides³.4



Regard d'expert

Entretien: françois huguet

Samuel Goëta

¹⁸ lames.cnrs.fr.

¹⁹ datactivist.coop.

²⁰ fr.okfn.org.

Maître de conférences associé à SciencesPo Aix (UMR MESOPOLHIS¹⁸) et cofondateur de la société coopérative Datactivist¹⁹, Samuel Goëta est spécialiste de l'ouverture des données publiques et de la médiation de données (data literacy ou «acculturation aux données»). Ses recherches en sociologie des sciences et des techniques étudient les conditions de mise en œuvre des projets d'open data dans les administrations et s'intéressent aux publics qui réutilisent les données ouvertes. Samuel Goëta a aussi co-fondé l'association Open Knowledge France²⁰ où il milite

Samuel Goëta a aussi co-fondé l'association Open Knowledge France²⁰ où il milite pour que l'ouverture du savoir bénéficie à tous et à toutes. Dans cet entretien, nous revenons avec lui sur plusieurs aspects relatifs à cette question, aujourd'hui cruciale, de l'ouverture des données et de ses impacts sur la constitution d'un numérique d'intérêt général.



Pourriez-vous nous présenter votre parcours et les raisons pour lesquelles la question des données au sens large est devenue centrale à la fois dans vos activités militantes et dans vos travaux de recherche ?

Samuel Goëta: Je travaille sur cette question des données et sur leur «ouverture» depuis plus de dix ans et c'est, me semble-t-il, le fait de militer pour ce principe qui m'a amené au fait d'y consacrer mes travaux de recherche. Étudiant à SciencesPo Aix, je suis parti en troisième année de cursus initial effectuer un échange universitaire à l'université du Michigan à Ann Arbor. Résidant sur le sol américain et étudiant en sciences politiques, je me suis naturellement intéressé à la campagne présidentielle qui se déroulait à ce moment-là et qui a vu Barack Obama être élu pour la première fois. On était dans un contexte où il y avait une forte défiance citoyenne et médiatique à l'égard du gouvernement, une

importante opacité de ce dernier, des manières dont lui et l'administration publique fonctionnaient. C'était d'ailleurs des choses que nous étudions en cours et c'est grâce à un enseignant de l'université que, pour la première fois, j'ai entendu parler d'open data. À cette époque, j'ignorais tout des moments fondateurs de 2007 et des premières conférences à son sujet, mais la thématique m'a tout de suite plu, car j'étais très intéressé par les enjeux de régulation du numérique, de neutralité du Net, le filtrage d'Internet et l'informatique «alternative» issue du monde du logiciel libre. Le pair-àpair, le mouvement qui commençait à naître autour des communs, de la culture libre étaient aussi des choses qui me touchaient. L'open data avait une filiation de près ou de loin avec tous ces enjeux, c'était un objet d'étude que je trouvais très intéressant et qui reliait beaucoup de choses. Toutes ces questions ont mis pas mal de

27

temps à arriver en France et j'ai pour ma part, commencé à travailler sur la neutralité du Net pour réaliser, par la suite, un mémoire de fin d'études sur l'open data. À l'époque, c'était plus un discours dans lequel on avançait des promesses en matière de transparence, d'innovation et de modernisation de l'administration. Les exemples dont on disposait à l'époque étaient de l'ordre de la prospective. Mais rapidement, dès 2011, data.gouv.fr²¹ est né et beaucoup de collectivités territoriales se sont emparées de la chose : Rennes, Nantes, Paris, la région Paca, Montpellier, etc. Je n'ai plus vraiment l'ordre en tête, mais le mouvement a commencé à essaimer sur les territoires. On regardait l'open data de manière assez naïve et fantasmée à cette époque... On croyait que ça allait résoudre tous les problèmes et créer des milliards de choses... C'est à ce moment-là que j'ai débuté une thèse sous la direction du sociologue Jérôme Denis²² à Telecom Paris. L'objectif de ce travail était d'étudier les conditions réelles d'ouverture des données : comment ça se passait? Qui s'en chargeait? Quels étaient les outils utilisés, les fonctions, les standards, les métiers qui se transformaient?

Zoom sur...

VOUS AVEZ DIT OPEN DATA?

Les données ouvertes (ou open data) constituent une ressource essentielle pour de nombreux acteurs. Ce sont des données numériques produites par les acteurs publics et privés, diffusées de manière structurée selon une licence ouverte garantissant leur libre accès et leur réutilisation par tous, sans restriction technique, juridique ou financière.

POUR EN SAVOIR PLUS,

→ data.gouv.fr/fr/pages/about/ opendata "Avec ce travail, j'ai tâché de "démonter" la vision assez répandue à cette époque et qui consistait à croire que publier, ouvrir des données était une opération simple[...]. J'ai voulu montrer l'épaisseur du travail technique, politique, culturel, qu'il fallait mener pour faire émerger des projets d'open data"

Samuel Goëta, Maître de conférences associé à SciencesPo Aix et cofondateur de la société coopérative Datactivist

Avec ce travail, j'ai tâché de «démonter» la vision assez répandue à cette époque et qui consistait à croire que publier, ouvrir des données était une opération simple et rapide, qui «allait de soi». J'ai voulu montrer l'épaisseur du travail technique, politique, culturel, qu'il fallait mener pour faire émerger des projets d'open data²³. Montrer que le travail des personnes qui font ça n'est pas ou peu reconnu, pas mesuré alors qu'il s'agit là d'un travail très important et surtout très instructif sur les manières de penser un numérique d'intérêt général. Parallèlement à cela, je me suis engagé dans la promotion de l'open data dans l'arène de la société civile. Avec plusieurs personnes passionnées par cet objet, au rang desquels Sylvia Fredriksson et Pierre Chrzanowski, nous avons créé le volet français de l'Open Knowledge Foundation²⁴. Notre objectif premier était de traduire ce qui se faisait dans le monde en matière d'open data et de faire venir des initiatives de l'étranger. On avait aussi cette idée que j'ai pour ma part beaucoup travaillée et qui était de monter un portail permettant le droit d'accès aux documents administratifs qu'on a appelé Ma Dada²⁵. Ma Dada est un site associatif qui vous aide à faire des demandes d'accès aux documents administratifs communicables. Au

²¹data.gouv.fr est la plateforme ouverte des données publiques françaises. C'est une plateforme ouverte et communautaire sur laquelle tout le monde a la possibilité de publier. Celle-ci s'adresse : aux producteur-rices de données qui souhaitent les publier dans des formats ouverts et réutilisables ; aux réutilisateur·rices qui téléchargent les données et référencent leurs réalisations mais aussi à tout-e citoyen-ne, association ou entreprise, qui peuvent ainsi découvrir et utiliser des données ouvertes. La plateforme data.gouv.fr est développée et opérée par le département Etalab de la Direction interministérielle du numérique (DINUM).

²²Sur ce point, voir le regard expert de Jérome Denis au sein du carnet NEC Atlantique.

²³ Sur ce point, voir notamment l'ouvrage de Jérôme Denis : Le travail invisible des données Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales, books. openedition.org/pressesmines/3934?lang=fr.

²⁴fr.okfn.org.

²⁵ madada.fr.

final, dans mon parcours, les aspects militants et scientifiques se nourrissent l'un l'autre. Mais de tous mes terrains de thèse, je me suis aussi rendu compte que les collectivités, les administrations sur lesquelles j'enquêtais avaient un besoin très fort d'accompagnement. Même si aujourd'hui l'open data a une certaine forme de maturité puisque la loi pour une république numérique²⁶ a instauré ce principe d'ouverture des données par défaut pour tous les acteurs publics de plus de 50 agents et pour les collectivités locales de plus de 3500 habitants/habitantes, il est encore fondamental d'accompagner les administrations sur cette ouverture, ce principe particulier. Un exemple assez simple ici : je le disais juste avant, ouvrir des données est un travail long. Classer et harmoniser les différents formats, les jeux de données mal calibrés, « nettoyer », recomposer des bases de données pour qu'elles soient lisibles, etc. Tout ça c'est un travail fastidieux et très conséquent. Mais, une fois que c'est fait, rien n'est fini! Il y a un volet tout aussi important à mettre en place : faire en sorte que des personnes se saisissent de ces données ouvertes! Trouver des publics, des usagers et des usagères pour ces données. Ma rencontre avec Joël Gombin, avec qui nous avons fondé Datactivist, a été cruciale sur ce point. En tant que spécialiste de la sociologie électorale, il était clairement l'usager cible de ce genre de jeux de données, mais il nourrissait beaucoup de frustrations sur la qualité des jeux de données avec lesquels il devait travailler. On a donc créé une structure coopérative qui a pour but de créer les conditions idéales pour que l'offre rencontre la demande : des jeux de données ouvertes pour des personnes qui en font des choses utiles. On agit des deux côtés: dans l'ouverture des données, mais également dans leur réutilisation. Chez ceux et celles qui ont des données et les ouvrent, mais aussi chez celles et ceux qui utilisent ces données pour en faire des choses qui ont à voir avec l'intérêt général, des choses utiles au bien commun.

Comment et où s'enseigne cette «technique» de l'ouverture des données ?

Samuel Goëta: C'est un peu compliqué de répondre à cette question, car je ne sais pas encore si c'est très stabilisé! À titre personnel, avec Joël Gombin, il se trouve que nous avons créé un cours sur l'open data à l'école urbaine de Sciences Po en 2015. Le principe de ce cours, c'était d'aider les étudiants et étudiantes, qui avaient souvent une formation statistique, à travailler avec des données du « monde réel ». En sciences statistiques, apprendre à manipuler des données se fait avec des jeux de données bien propres sur elles avec une belle documentation où les variables sont bien organisées, etc. Quand on essaye de faire ça avec des données «réelles», issues du terrain, ça devient tout de suite beaucoup plus compliqué! Il faut fouiller, faire des demandes, récupérer des données éparpillées sur 5 fichiers différents, avec des colonnes vides, etc. En fait, il va falloir passer beaucoup de temps à « nettover » les données, même si ie n'aime pas forcément ce terme. Nous on a formé les étudiantes et étudiants là-dessus avec cette idée maîtresse qui était de se demander comment on pouvait accompagner ces « nettoyeurs-nettoyeuses », ou plutôt ces «collecteurs-collecteuses» et leur faire rencontrer un public large. Tout ceci se rapprochait de ce qu'Isabelle Bruno, Emmanuel Didier, Julien Prévieux avaient décrit dans leur ouvrage Statactivisme, Comment lutter avec des nombres²⁷ : comment les statistiques ont pu et peuvent être un outil pour les contre-pouvoirs? Quel genre de militantisme peut émerger grâce aux statistiques ou contre les statistiques?

Ce livre m'a beaucoup inspiré. Il m'a fait prendre conscience que les données statistiques correspondaient à un tout petit pan des données ouvertes. Prenons l'exemple d'open street map, d'open food facts, il ne s'agit pas de données statistiques. Ce sont des données qu'on peut appeler des

- ²⁶ Sur ce point, voir: gouvernement.fr/ action/pour-une-republique-numerique.
- ²⁷ editionsladecouverte.fr/statactivisme-9782355220548.
- ²⁸ Sur ce point, voir, notamment, la thèse d'Antoine Courmont : « Politiques des données urbaines. Ce que l'open data fait au gouvernement urbain » : urbanisme-puca.gouv.fr/ IMG/pdf/courmont_antoine_resume.pdf.
- ²⁹ dataliteracyconference. net.

Zoom sur...

données administratives, qui sont produites dans le cadre des activités de gestion de l'administration et qui n'ont pas été pensés comme un objet de savoir, mais qui peuvent le devenir!

« Nettoyer des données », accompagner des structures dans l'ouverture puis l'utilisation des données, acculturer des publics à ces questions, au fait d'utiliser des données pour les transformer en objets de savoir et de pouvoir, etc. Ce que vous dîtes ici me fait penser à ce qu'écrivait Bruno Latour : « il n'y a pas de données, il n'y a que des obtenues²8 ».

Quels sont les points aveugles de cette logique d'open data?

Samuel Goëta: Avec Joël Gombin, nous avons créé Datactivist en 2016 pour travailler notamment sur certains de ces points aveugles. On a constaté un besoin très important d'acculturation aux données des acteurs et actrices de la société civile. La Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) avait d'ailleurs organisé un cycle de conférences qui étaient dédiées à ce sujet à Aix-en-Provence²⁹. C'est à ce moment-là que nous nous sommes lancés: avec Datactivist, nous souhaitons être une interface entre des producteurs-productrices et des utilisateurs-utilisatrices de données ouvertes. On souhaite aussi travailler sur les conditions d'accès à ces données, car il existe un risque qu'à bien décrit le chercheur Michael Gurstein à savoir celui de donner encore plus de pouvoir à ceux et celles qui en ont déjà³⁰. Si l'on ne mène pas d'action pour élargir le public de ses données, on ne fera pas émerger de nouveaux pouvoirs et la question des données restera un objet réservé aux élites. C'est pour cette raison que je parle de médiation des données qui est peutêtre l'un des maillons de la grande chaîne qu'est la médiation numérique. Il faut comprendre que les données sont un enjeu de pouvoir important. C'est ce qu'a bien montré le livre Data Feminism³¹ paru récemment. Ce qui m'importe c'est de travailler sur ce que j'appelle la culture des données, la data literacy...



«STATACTIVISME COMMENT LUTTER AVEC DES NOMBRES» DE ISABELLE BRUNO, EMMANUEL DIDIER, JULIEN PRÉVIEUX

Les statistiques nous gouvernent. Argument d'autorité au service des managers, elles mettent en

nombres le réel et maquillent des choix qui sont, en fait, politiques. Le parti pris de ce livre, qui rassemble les contributions de sociologues, d'artistes et de militants-militantes, procède du judo: prolonger le mouvement de l'adversaire afin de détourner sa force et la lui renvoyer en pleine face, faire de la statistique une arme critique. L'histoire de cette forme de contestation dont Luc Boltanski indique qu'elle permet de formuler des « critiques réformistes » passe d'abord par un retour sur la longue controverse sur l'indice des prix en France, présentée par Alain Desrosières.

La deuxième partie du livre s'intéresse à la façon dont on ruse, individuellement et souvent secrètement, avec les règles. L'association Pénombre, composée de statisticiens et statisticiennes critiques, y présente une fausse interview du brigadier Yvon Dérouillé, qui explique, face caméra, comment tripatouiller les statistiques de la délinquance. Mais les statistiques peuvent aussi servir à faire exister politiquement, en les rendant visibles, des catégories sociales discriminées. Louis-Georges Tin, président du Conseil représentatif des associations noires, montre comment Victor Schœlcher, au XIXe siècle, mobilisait déjà des arguments quantitatifs pour la défense des droits des Noirs. Une dernière stratégie statactiviste consiste à bâtir des indicateurs alternatifs, tels que le « BIP 40 », qui met en rapport les bénéfices dégagés par l'envolée des cours boursiers et le creusement des inégalités sociales.

Ces quatre démarches sont illustrées, avec humour ou sérieux, en texte ou en image, par les contributeurs et contributrices de cet ouvrage, pour qui « un autre nombre est possible » : ce qu'une logique hégémonique de quantification a instauré, une pratique statactiviste avertie peut chercher à le défaire.

POUR EN SAVOIR PLUS,

→ editions-zones.fr/livres/statactivisme

³⁰ Sur ce point, voir : firstmonday.org/article/ view/3316/2764.

³¹ mitpress.mit.edu/ books/data-feminism.

De quelles façons cette culture des données peut contribuer, selon vous, à encapaciter les citoyens et les citoyennes?

Samuel Goëta:

Pour moi, il faut que cette culture des données s'incarne dans des actions de médiations des données, qu'elle soit pensée à plein de niveaux différents. Il faut être capable de faire bouger les mentalités dans les DSI des collectivités territoriales, dans les administrations, mais il faut également en parler à l'école, dans les entreprises privées, aux élus-élues, dans les sphères de la société civile, etc. Il faut la mettre là où

on ne l'attend pas afin qu'elle ne soit pas accaparée par un groupe restreint de personnes. J'ai par exemple travaillé avec des comités de quartier il y a auelaues années. Le challenge était de taille : intéresser des personnes très éloignées de ces questions à l'open data... Pourtant, en discutant avec ces citoyenscitoyennes de leurs problématiques quotidiennes, on a très vite vu émerger des sujets comme le stationnement sur voirie, le stationnement dans les rues, la pollution de l'air, etc. des

sujets qui les touchaient dans leurs vies de tous les jours et sur lesquels on avait des choses à faire ensemble eux les citoyens-citoyennes et nous les médiateurs-médiatrices de données ouvertes. Mais plus récemment, la crise que l'on traverse nous montre aussi beaucoup de choses et fabrique des opportunités pour s'emparer de ces sujets. Comme le disait Éric Bothorel, député des Côtes-d'Armor, qui a remis

au Premier ministre le rapport sur la politique publique de la donnée, des algorithmes et des codes sources fin 2020 : la pandémie a été la meilleure secrétaire d'État au numérique qu'on n'ait jamais connu (rires)... Son rapport montre bien l'importance qu'a eu l'open data dans la gestion de crise. Pourtant, encore une fois ici, le principe de transparence et d'ouverture systématique n'a pas toujours été respecté. Pas forcément à cause de réticences de l'administration, mais plutôt parce qu'ouvrir des données comme je le disais juste avant, ça représente beaucoup de travail et qu'on a tendance à ne pas le prévoir... Ce

"C'est pour cette raison que je parle de médiation des données qui est peutêtre l'un des maillons de la grande chaîne qu'est la médiation numérique. Il faut comprendre que les données sont un enjeu de pouvoir important. C'est ce qu'a bien montré le livre Data Feminism paru récemment. Ce qui m'importe c'est de travailler sur ce que j'appelle la culture des données, la data literacy"

Samuel Goëta, Maître de conférences associé à SciencesPo Aix et cofondateur de la société coopérative Datactivist

réflexe d'ouverture n'est pas intégré dans les systèmes d'information, dans les processus décisionnels et dans les routines de l'administration. Et quand bien même cela serait intégré, cela ne suffirait pas: je me répète peut-être ici, mais sans médiation, ces données brutes ne nous apprennent pas grand-chose, il faut les faire parler. C'est ce que font notamment des outils ouverts comme Covid Tracker, les travaux de Florence Débarre, de Germain Forestier, etc.

Le public de l'open data est beaucoup plus divers que ce qu'on l'imagine et que ce qu'imagine une grande partie des concepteurs et conceptrices de politiques et des portails d'open data. Il existe des structures qui réfléchissent aux manières d'élargir ces publics : La SCOP la Turbine à Grenoble, Le TUBA à Lyon³², Poitiers, etc. L'open data c'est aussi quelque chose sans quoi n'existeraient pas des choses

incroyables³³ et qui sont très utilisées par des millions de personnes : Pokémon Go, Open Street Map, CityMapper, l'appli SNCF, PlanteNet, Tela Botanica, Yuka, Open Food Facts, etc.

Enfin, l'open data est aussi une opportunité pour «augmenter» le service public : Pendant la crise de la COVID-19, des acteurs et des actrices de la société civile ont aidé l'administration en modélisant des services utiles à tous les citoyens et citoyennes : c'est le cas de COVID Tracker, et de vite ma dose. Sans open data, ces services n'auraient pas pu voir le jour.



³² tuba-lyon.com.

³³ Sur ce point, voir notamment : datactivist. coop/lewagon/#1.

HYPERLIENS

Lancement de la saison 2 d'Hyperliens :

Le monde d'après est déjà là

Les programmes Nouveaux Lieux
Nouveaux Liens et Société numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des
Territoires en partenariat avec Société
Nouvelle, lancent la saison 2 d'Hyperliens:
série documentaire de 5 épisodes qui
revient avec de nouvelles découvertes et
immersions au sein de lieux hybrides sur
le territoire.

Le contexte social actuel redéfinit la solidarité, l'accès à la connaissance, l'administration des territoires, notre rapport à la consommation, à la fabrication, à la culture ou encore à la vie locale. Et si le monde d'après était déjà là, sous nos yeux ?

La saison 2 de la série Hyperliens nous fait voyager à la rencontre d'autres manières d'habiter le monde et d'initiatives partout en France qui portent des réponses, des solutions et des modèles alternatifs d'apprentissage, de fabrication, de faire société pour le monde d'après. A la rencontre de tiers-lieux, fablabs, lieux uniques dans des territoires parfois déconsidérés qui sont en première ligne de la Covid-19 et qui inventent une autre manière de vivre en société.

L'ANCT a lancé l'AMI Fabriques de Territoire en juillet 2019 pour soutenir l'émergence des tiers-lieux. Hyperliens est l'occasion de présenter les projets de fabriques autour de thématiques variées telles que l'agriculture, le faire ensemble, les nouvelles formes d'apprentissage, la sociocratie, l'inclusion numérique ou encore la fabrication distribuée...

LE FORMAT

- ▶ 5 épisodes de 15 minutes en voyage dans la France des tiers-
- > 3 micro-formats/capsules vidéos par épisodes : interviews et focus sur des thématiques concrètes.

QUAND?

- Le premier épisode a été diffusé le 16 novembre 2020.
- Puis un par semaine tous les lundi seront diffusés à l'adresse suivante : hyperliens.societenumerique.gouv.fr.



Retrouvez également la première saison sur la page YouTube du programme **Société numérique**







Ressources NEC National

En favorisant la territorialisation des stratégies d'inclusion numérique, le label Numérique en Commun[s] renoue avec la défense d'un numérique capacitant et convivial portée dès les années 2010 par une importante communauté de médiateurs et médiatrices numériques. Construit toute l'année, au cœur des territoires, au plus près des professionnelles et professionnels, NEC est également un rendez-vous annuel qui rassemble cette communauté et propose plusieurs ateliers, démonstrations de solutions, découvertes d'initiatives d'ici et d'ailleurs, sessions de travail dynamiques, masterclass capacitantes, production de nouvelles ressources adaptées, regards croisés éclairants, etc. Toutes ces ressources sont désormais accessibles en





Repenser le numérique face aux enjeux écologiques

Face à la surenchère numérique, dont les promesses comme les bénéfices sont parfois contestables en ignorant les conséquences écologiques mais aussi humaines, ce regard croisé propose des pistes d'actions et d'inter-

youtube.com/watch?v=1_3adfq-3KOI&t=4s



Dématérialisation et service public, quels enseignements à l'international ?

Au-delà du paysage français de la dématérialisation des services publics, ce regard croisé s'intéresse aux stratégies déployées ailleurs, en Europe et dans le monde, et sur la façon dont les gouvernements garantissent l'accompagnement des publics les plus éloignés.

youtube.com/watch?v=84Tps_7G_wM

Quels outils pour mieux connaître les exclu·es du numérique?

youtube.com/watch?time_continue=1&v=Vdr-0_jNsUQ&feature=emb_ logo

Le numérique en santé, quel bilan de la crise Covid ?

youtube.com/watch?v=bugDZ_mwtbY

Quelles médiations numériques et sociales après la crise sanitaire?

youtube.com/watch?v=N1kaSEi8TcU

Quelle citoyenneté à l'heure de l'Open Data?

youtube.com/watch?v=ZjCNn0I0jUI

Replay des masterclass



Quelles médiations numériques pour quelle inclusion?

Faire le point sur la diversité des offres de médiation numérique et sur le type d'inclusion numérique qu'elles permettent concrètement d'appareiller, en rappelant le rôle déterminant du contexte de demandes des publics sollicitant une « médiation numérique » : tel est l'objectif de cette masterclass!

youtube.com/watch?v=3cLf1zrj0O8&t=2s

Comment fonctionnent les tierslieux, pour répondre aux défis de l'inclusion?

youtube.com/watch?v=0tH5Dth7Ky8

Accompagnement des personnes en situation de handicap : comment sortir d'une vision validiste ?

youtube.com/watch?v=FiCu4Osf17o

Comment la démarche NEC impacte localement les territoires ?

youtube.com/watch?v=z2YM3pwJ_tU



Comment rendre la sécurité numérique (plus) accessible?

« La cybersécurité est un sujet hyper-technique, inaccessible aux non-expert-e-s »... FAUX! Cette masterclass démonte cette idée reçue, avec une approche qui prend l'individu-e comme point de départ afin de permettre à chacun-e de mieux protéger sa vie digitale.

youtube.com/watch?v=RRjcEDxN1vU

Comment faire de bons services numériques ?

youtube.com/watch?v=xvHho1WC8IQ

Comment mettre en oeuvre, au sein des collectivités et des administrations, des pratiques numériques responsables?

youtube.com/watch?v=ydkESbi4s6o

Comment utiliser Pix et ses (nombreux) outils pour développer les compétences numériques de vos publics?

youtube.com/watch?v=2uKBBWqZOUE

Comment inclure les citoyens allophones ?

youtube.com/watch?v=ID0z8hKPT6Q

Les dispositifs société numérique

OBJECTIFS

Le programme Société numérique entend permettre à tous les Françaises et les Français de bénéficier des opportunités offertes par le **numérique** en les préparant aux nouvelles compétences et métiers, mais aussi en leur donnant les premières clés pour être des citoyennes et des citovens éclairés dans la société numérique.



PASS NUMÉRIQUE

Faciliter l'accès à des services d'accompagnement numérique



CONSEILLERS NUMÉRIQUES FRANCE SERVICES

Rapprocher le numérique du quotidien de tous les Français



FABRIQUES DE TERRITOIRE

Soutenir des tiers-lieux, acteurs de l'inclusion numérique



AMI - OUTILLER LA MÉDIATION NUMÉRIQUE

Soutenir et accompagner les acteurs de l'inclusion numérique

Retrouvez l'ensemble des dispositifs sur :

agence-cohesionterritoires. gouv.fr/societenumerique-55



MOBILIER D'INCLUSION NUMÉRIQUE

Outiller les acteurs du numérique avec du mobilier à option

Ainsi, depuis 2018 et à partir des besoins constatés lors d'une large concertation, le programme intervient pour :

- Accompagner vers l'autonomie et l'appropriation numériques;
- Soutenir les initiatives des collectivités territoriales;
- Garantir un accompagnement humain en donnant les moyens aux aidantes et aux aidants de combler le fossé entre les démarches administratives numérisées et les usagers et de proposer aux FrançaiSEs des parcours d'accompagnement.



AIDANTS CONNECT

Sécuriser les aidants numériques et les citoyens



FORMER ET OUTILLER LES AIDANTS NUMÉRIQUES

Une offre de formation et d'outillage des aidants numériques



HUBS TERRITORIAUX POUR UN NUMÉRIQUE INCLUSIF

Consolider l'offre de médiation numérique sur le territoire



MATÉRIEL INFORMATIQUE RECONDITIONNÉ

Outiller les acteurs du numérique avec du matériel informatique reconditionné.



LABORATOIRE SOCIÉTÉ NUMÉRIQUE

Penser ensemble le numérique

Lexique

A-B-C-D-E

Abandonniste

Personne qui renonce à faire quelque chose parce qu'il faut utiliser Internet.

Acculturation numérique

Adaptation d'un individu ou d'un groupe à la« culture du numérique ». Ce processus passe par trois dimensions complémentaires : l'information des individus sur ce qu'il est possible de faire grâce aux outils numériques ; la formation à l'utilisation de ces outils ; la sensibilisation aux enjeux économiques, professionnels, légaux et socio-politiques du numérique.

Aidant Connect

Aidants Connect permet à des aidantes professionnel·les habilité·es de réaliser des démarches administratives en ligne de manière légale et sécurisée pour le compte de personnes en difficulté avec les outils numériques. L'ensemble des connexions effectuées sont tracées et stockées.

Aidants Numérique

Personne intervenant aux côtés d'une autre personne en difficulté avec le numérique.

ANCT

Agence Nationale à la Cohésion des Territoires.

APTIC

Opérateur de Pass Numérique.

CAF

Caisse d'Allocations Familiales.

CCAS

Centre Communal d'Action Sociale.

CDAS

Centre Départemental d'Action Sociale.

Chatbot

Un chatbot est un robot logiciel pouvant dialoguer avec un individu ou consommateur.

CGET

Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, devenu depuis l'ANCT.

CMS

Centre Médico-Social.

CNIL

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

CNNum

Le Conseil National du Numérique (CNNum) est une commission consultative française créée en 2011 par décret du président de la République. Le CNNum est chargé d'étudier les questions relatives au numérique, en particulier les enjeux et les perspectives de la transition numérique de la société, de l'économie, des organisations, de l'action publique et des territoires. Il est placé auprès du ministre chargé du Numérique. Ses membres, tou tes bénévoles, sont nommé·es par arrêté du ministre chargé du Numérique, pour une durée de deux ans. Ils-elles sont épaulé·es dans leurs missions par un secrétariat général.

Communs

Les communs désignent des formes d'usage et de gestion collective d'une ressource ou d'une chose par une communauté. Cette notion permet de sortir de l'alternative binaire entre privé et public en s'intéressant davantage à l'égal accès et au régime de partage et décision plutôt qu'à la propriété. Les domaines dans lesquels les communs peuvent trouver des applications comprennent l'accès aux ressources mais aussi au logement et à la connaissance.

Culture numérique

La culture numérique correspond à la somme des conséquences qu'exerce sur nos sociétés la généralisation des techniquesde l'informatique, car derrière « le numérique » il y a l'informatique, mais surtout la culture qu'il faut se forger et dont il faut s'équiper pour pouvoir habiter le monde à l'époque du numérique. La culture numérique, chez le sociologue Dominique Cardon, identifie et circonscrit un certain savoir, voire l'assortiment des notions et des compétences pratiques que nous nous devons de maîtriser pour être à la hauteur du défi implicite posé par ce

tournant historique que nous sommes en train de vivre."

Dématérialisation

Remplacement dans une entreprise ou une organisation de ses supports matériels d'information, de travail et de gestion administrative (souvent en papier ou en présentiel) par des fichiers informatiques et des ordinateurs

Digital Labor

Le Digital Labor est une activité cognitive des utilisateurs et utilisatrices de plateformes numériques qui permet la collecte de données. C'est une nouvelle forme de travail qui s'incarne dans ce qu'on appelle « l'économie collaborative ». Dans ce système, c'est le consommateur et la consommatrice qui travaillent en fournissant des données, on parle alors de « consom-acteur ». Autrement dit, chaque action effectuée sur Internet produit de la valeur.

Digital literacy

Traduction anglaise de « Littératie numérique » — voir entrée « Littératie numérique ».

Digital natives

Traduction anglaise de « natif-ves du numérique », personne ayant grandi dans un environnement numérique. Né-e entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, le/la digital native grandit pendant l'explosion du web documentaire(web 1) et de l'avènement du web social(web 2.0). Il/elle est imprégné-e de la culture du numérique : internet, web, ordinateurs, réseaux sociaux, jeux vidéo, nouvelles technologies.

Donnée ouverte

Donnée numérique dont l'accès et l'usage sont laissés libres aux usagers (données des horaires des passages de bus, données statistiques publiques, etc.). Elle peut être d'origine publique ou privée, produite notamment par une collectivité, un service public ou une entreprise. Elle est diffusée de manière structurée selon une méthode et une licence ouverte garantissant son libre accès et sa réutilisation par tou·tes, sans restriction

technique, juridique ou financière. L'ouverture des données (open data) est à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données librement accessibles et exploitables. Elle s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun dont la diffusion est d'intérêt public et général.

ECM

Espace Culture Multimédia.

FFS

Espace France Services.

E-inclusion

Traduction anglaise d'« inclusion numérique » — voir entrée « inclusion numérique ».

E-Learning

Le e-learning est l'utilisation des nouvelles technologies multimédias de l'Internet pour améliorer la qualité de l'apprentissage en facilitant d'une part l'accès à des ressources et à des services, d'autre part les échanges et la collaboration à distance.

Encapacitation

L'encapacitation (empowerment en anglais) ou capacitation désigne la capacité qu'ont les gens de gagner du pouvoir d'agir sur leur vie. C'est une notion complexe, qui comporte de nombreuses dimensions : le pouvoir d'agir passe tant par la capacité à participer à la vie sociale et politique, que par le fait de saisir des opportunités pour se former, augmenter son pouvoir d'achat, s'insérer professionnellement etc. Capital social, économique et culturel, estime de soi, participation politique, accès à l'information, éducation/apprentissages, sont autant d'indicateurs qui renseignent sur le pouvoir d'agir des individus.

EPCI

Établissement Publique de Coopération Intercommunale.

EPN

Espace Public Numérique.

ERP

Établissement Recevant du Public.

Exclusion Numérique

L'exclusion numérique concerne les inégalités dans l'usage et l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) comme les téléphones portables, l'ordinateur ou le réseau Internet.

F-G-H-I-J-K-L

FabLab

Laboratoire de fabrication (contraction de l'anglais fabrication laboratory), lieu ouvert au public où est mis à sa disposition toutes sortes d'outils, notamment des machines-outils pilotées par ordinateur, pour la conception et la réalisation d'objets.

France service

France Services est un nouveau modèle d'accès aux services publics pour les Français. Il vise à permettre à chaque citoyen ne quel que soit l'endroit où il-elle vit, en ville ou à la campagne, d'accéder aux services publics et d'être accueilli e dans un lieu unique, par des personnes formées et disponibles, pour effectuer ses démarches du quotidien. Il s'agit d'un nouveau label remplaçant le précédent intitulé

« Maison de Services Aux Publics » (MSAP).

France Connect

FranceConnect est un dispositif qui permet aux internautes de s'identifier sur un service en ligne par l'intermédiaire d'un compte existant (impots. gouv.fr, ameli.fr, Identité Numérique La Poste, MobileConnect et moi, msa. fr et Alicem).

Fracture numérique (digital divide en anglais)

Disparité d'accès aux technologies informatiques. Notion calquée sur celle de« fracture sociale », forgée par le philosophe Marcel Gauchet et utilisée par JacquesChirac dans les années 1990-2000. La fracture numérique propose une forme de déterminisme technique et une vision binaire (dedans/dehors) de l'accès aux technologies informatiques qui distingue mal les niveaux d'inégalité vis-à-vis des nouvelles technologies et de leurs usages.

GAFAM

Acronyme des géants du Web — Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft —qui sont les cinq grandes firmes américaines(fondées entre le dernier quart du XXe siècle et le début du XXle siècle) qui dominent le marché du numérique. L'équivalent chinois des GAFAM = Les BATX — Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi.

GEEK

Fan d'informatique, toujours à l'affût des nouveautés et des améliorations à apporter aux technologies numériques.

Hubs numérique inclusif

En 2019, afin d'accélérer la consolidation de l'offre de médiation numérique sur l'ensemble du territoire et mettre en cohérence les politiques publiques en matière d'inclusion numérique, la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et le programme Société Numérique se sont associés pour faire émerger une dizaine de hubs territoriaux pour un numérique inclusif. Ces hubs ont vocation à incarner des têtes de réseaux des acteurs de la médiation numérique. Ils fournissent un appui et des outils destinés à renforcer les actions d'inclusion et de médiation numériques.

Hyperliens

On associe souvent le numérique à l'innovation technologique et aux start-ups des grandes villes. Pourtant, ailleurs en France, le numérique est aussi synonyme de lien social, de mise en commun et d'inclusion. La web-série Hyperliens (mini-documentaires vidéos disponibles sur YouTube) proposée par le programme Société Numérique permet de découvrir des projets et des initiatives portés par des acteurs locaux. La saison 1 a été tournée et diffusée en 2019 et la saison 2 sera dévoilée lors de NEC 2020.

Illectronisme

Contraction d'« illettrisme électronique », pour désigner la difficulté à maîtriser les outils technologiques, leurs usages et notamment celui de la navigation sur Internet.

Inclusion numérique

L'inclusion numérique, ou e-inclusion, est un processus qui vise à rendre le numérique accessible à chaque individu, principalement la téléphonie et internet, et à lui transmettre les compétences numériques qui lui permettront de faire de ces outils un levier de son insertion sociale et économique.

Innovation sociale

L'innovation sociale se distingue de l'innovation technologique, économique, culturelle par le fait de placer au centre de ses préoccupations l'individu, ses besoins et ses aspirations et de s'appuyer sur la croissance et le partage. Elle englobe toutes les transformations observables dans les manières de vivre, d'habiter, de travailler et d'appartenir à différentes communautés de valeur. Elle concerne aussi les changements organisationnels dans les relations entre les politiques publiques et les citoyen·nes et engendre des coopérations renouvelées en incluant et en mettant en lien les parties prenantes dans le processus de changement sociétal.

Intelligence Artificielle (acronyme IA ou AI en anglais)

Ensemble des théories et des techniques mises en œuvre en vue de réaliser des machines capables de simuler l'intelligence. Elle correspond donc à un ensemble de concepts et de technologies plus qu'à une discipline autonome constituée.

Littératie numérique

Aptitude à comprendre et à utiliser le numérique dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses compétences et capacités.

M-N-O-P-Q-R-S

Livre blanc

Un Livre blanc permet d'une part de poser un état des lieux clair et exhaustif des actions et forces vives d'une thématique, et d'autre part, de faire naître des propositions d'actions concrètes pour l'avenir. Il vise à favoriser l'émergence de décisions politiques concertées

Médiation numérique

La médiation numérique consiste à accompagner des publics variés vers l'autonomie, dans les usages quotidiens des technologies, services et médias numériques.

MEDNUM (La)

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif La MedNum est née en 2016 de la volonté des professionnel·les de la médiation numérique et de l'innovation sociale de mutualiser leurs efforts pour faire des technologies numériques un facteur de progrès, d'inclusion et de capacitation pour tou-tes. Cette nouvelle structuration nationale œuvre au déploiement d'une mutualisation de services et du portage de projets communs à l'échelle de tout le territoire. Elle permet de structurer des modèles économiques et des coalitions d'acteurs notamment pour garantir un service de qualité et accessible sur tout le territoire : associations, start-ups, entreprises de l'économie sociale et solidaire, coopératives, l'Etat (via l'Agence du Numérique), collectivités territoriales... La coopérative porte une dynamique d'accompagnement des citoyen·nes grâce à des méthodes et outils renouvelés.

MSAP

Maison de Service Au Public.

MOOC

Acronyme de Massive Open Online Course ou Formation en Ligne Ouverte à Tous (FLOT), programme connecté de formation à distance capable d'accueillir un grand nombre de participant·es.

Open data

Traduction anglaise de « données ouvertes »— voir entrée « données ouvertes ».

Pair-aidance

L'approche par les pairs s'inscrit dans une dynamique d'intervention fondée sur la ressemblance entre l'individu portant le rôle d'intervention et celui portant le rôle de bénéficiaire.

Pass Numérique

Ce dispositif (conçu sur le modèle des titres-restaurant), qui se matérialise par des carnets de plusieurs chèques, donne aux bénéficiaires le droit d'accéder - dans des lieux préalablement qualifiés - à des services d'accompagnement numérique, avec une prise en charge totale ou partielle par un tiers-payeur. En pratique, les personnes reçoivent un pass numérique auprès d'une structure locale (guichet de service public, associations, travailleurs sociaux, etc.) et peuvent ensuite s'inscrire à un atelier d'accompagnement au numérique.

PIMMS

Point d'Information Médiation Multi-Services.

Règlement général sur la protection des données (RGPD)

Nouveau cadre européen concernant le traitement et la circulation des données à caractère personnel, ces éléments sur lesquels les entreprises s'appuient pour proposer des services et des produits. Ce texte couvre l'ensemble des résident es de l'Union européenne.

REX ou RETEX

Retour(s) d'expérience(s) - format d'un événement type assises, colloques, etc.

SDAASE

Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public.

Smart City

L'expression « ville intelligente »,

traduction de l'anglais smart city, s'emploie pour une ville qui développe les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour « améliorer » la qualité des services urbains ou encore réduire ses coûts. Ce concept émergent désigne un type de développement urbain apte à répondre à l'évolution ou à l'émergence des besoins des institutions, des entreprises, des citoyennes et des citoyens, tant sur le plan économique, social. qu'environnemental. La gestion du trafic ou la limitation de la consommation électrique entrent par exemple dans ce cadre. Ainsi, une ville intelligente devrait être capable de gérer des infrastructures communicantes entre elles, adaptables, durables et plus efficaces, automatisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens et des citoyennes, dans le respect de l'environnement..

SDASP

Schéma départemental d'action sociale et de prévention.

SDTAN

Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique

SDUSN

Stratégie Départementale des Usages et Services Numériques.

Solutionnisme technologique

Courant de pensée originaire de

T-U-V-W-X-Y-Z

la SiliconValley (États-Unis) qui souligne la capacité des nouvelles technologies numériques à résoudre les grands problèmes du monde, comme la maladie, la pollution, la faim ou la criminalité. Il s'agit d'une idéologie portée notamment par les grands groupes internet américains qui façonnent l'univers numérique (GAFAM: Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

Tâcheronnisation

Terme créé par le sociologue Antonio Casilli qui permet de qualifier le remplacement d'un emploi par découpage en petites tâches rémunérées à l'unité. Ce nouveau type de travail peu qualifié, nommé « travail du clic » ou « micro-travail » concerne tous les secteurs industriels aujourd'hui et semble indissociable du modèle de développement technologique de l'IA (Intelligence Artificielle). Le fonctionnement de ces technologies dites « apprenantes » et dont ont besoin les plateformes pour marcher, est assuré, pas tant par des informaticiens et informaticiennes surdouées et spécialisées qui réaliseraient des prouesses algorithmiques, que par une foule de personnes sans qualification particulière.

TANI

Territoires d'actions pour un numérique inclusif. Dispositif de l'État « gagnant-gagnant » qui vise à soutenir l'élaboration de stratégies numériques locales par la mobilisation de temps et d'expertise du programme Société Numérique. Il a pour objectifs de : conseiller et orienter les équipes, les mettre en réseaux avec d'autres territoires pour qu'ils s'inspirent et se nourrissent d'autres acteurs, proposer à l'expérimentation des outils en cours de développement ou d'essaimage et les enrichir grâce à leurs retours d'usages, valoriser et documenter les initiatives pour nourrir les autres territoires.

Tech for good (technologies pour le bien commun)

Mouvement entrepreneurial (parfois associatif et/ou public) qui correspond au fait de mélanger les nouvelles technologies, et notamment les technologies de pointe, avec toute la thématique qui touche au bien commun.

TIC(E)

Acronyme de « Technologies de l'Information et de la Communication (pour l'Enseignement) ».

Tiers-lieu

Les tiers-lieux, appelés aussi espaces de travail partagés et collaboratifs désignent des lieux de travail où la créativité peut naître entre différents acteurs. Ils peuvent prendre la forme d'espaces de travail partagés (appelés aussi « co-working space »), d'ateliers partagés, de fablab (laboratoire de fabrication) et accueillir des services hybrides tels que des salles de réunions, des jardins partagés, des boutiques partagées, des cafés, des épiceries, des ressourceries, des espaces de médiation culturelle, sociale, etc. La notion de tiers-lieu a été introduite en 1989 par le sociologue américain Ray Oldenburg pour désigner des lieux ne relevant ni du domicile ni du travail (cafés, librairies, bars, foyers ruraux, etc.).

Transition numérique/digitale

Processus d'intégration des technologies digitales/numériques au sein de nos activités (professionnelles, sociales, économiques, politiques, culturelles, etc.).

Tutoriel vidéo

Séquence vidéo de quelques minutes proposant des conseils pratiques d'usage postés sur les plateformes vidéo de typeYouTube ou Facebook vidéo.

UX design

Discipline permettant d'augmenter les performances d'un site web ou d'une application mobile en le rendant parfaitement conforme aux attentes des utilisateur rices.

Web vs. Internet

Internet est le réseau informatique mondial, c'est l'infrastructure globale, basée sur le protocole IP, et sur laquelle s'appuient de nombreux autres services, dont le web. Le World Wide Web, c'est le système qui nous permet de naviguer de page en page en cliquant sur des liens grâce à un navigateur. Le web n'est qu'un des services accessibles via Internet, et il y en a bien d'autres (e-mails, messagerie instantanée, VoIP, etc.). Internet est le réseau, le web est un service.

Zone blanche

Zone, souvent située en pleine montagne ou à la campagne, dans laquelle aucun opérateur de réseau n'est déployé.

À propos de ce carnet



Équipe 2021-2022 des carnets NEC[S]

À l'image des formes et des multiples lignes qui s'entremêlent sur la couverture du document que vous tenez entre vos mains ou que vous lisez sur un écran, la médiation numérique, c'est-à-dire la « mise en capacité de comprendre et de maîtriser les technologies numériques, leurs enjeux et leurs usages »³³, est fondamentalement plurielle.

Récemment, à la faveur d'une crise sanitaire et sociale sans précédent, cette médiation, accompagnée de son inséparable double qu'est l'inclusion numérique, a bénéficié d'un éclairage nouveau à la fois sur ses impacts, mais également sur les archipels d'acteurs qui la composent, sur leurs liens, leurs rôles multiples et leurs impérieuses nécessités. Car acquérir une culture numérique³⁴ suffisante pour se mouvoir dans le monde d'aujourd'hui et de demain n'est pas une chose qui va de soi.

L'« illectronisme », cet illettrisme du numérique que nous avons su nommer récemment³⁵, ne se contente pas d'être un obstacle empêchant la participation à la vie démocratique ou l'accès aux droits sociaux. Aujourd'hui, à l'heure où nos manières de travailler, de nous informer, d'apprendre, de créer, de nous relier, de nous déplacer évoluent sous l'influence du numérique; quand tous les jours surgissent de nouvelles générations d'outils informatiques qui appellent autant d'apprentissages ; l'illectronisme est la promesse d'une exclusion pure et simple.

Face à cela, et pour empêcher une extension du domaine de l'exclusion sociale du fait de la transformation numérique de nos territoires et denos sphères professionnelles et personnelles, de nouvelles alliances émergent depuis une dizaine d'années en France. Ces dernières cherchent à articuler les mondes de l'action (et de l'innovation) sociale à ceux de l'éducation populaire, des arts et de la culture, des bibliothèques, des centres (médico) sociaux, des maisons France Service, des associations locales, etc. Elles cherchent à nouer des relations entre les opérateurs de services publics et les univers propresaux ateliers de fabrication numérique (les FabLabs) aux PIMMS, aux tiers-lieux, aux EPN, aux CCAS. etc.

Ces alliances voient également des collectivités territoriales et des services de l'État se lier à des acteurs de l'insertion professionnelle, des savoirs ouverts et des logiciels libres, à des entreprises (de l'ESS, mais pas seulement) qui ont tou·tes compris les

- ³³ Sur ce point, voir notamment la définition plus complète présente ici: mediation-numerique.fr/presentation-mediationnumerique.html.
- 34 Selon Dominique Cardon (Cardon, D. [2019], Culture Numérique, Paris, Presses de SciencesPo), la culture numérique correspond à la somme des conséquences qu'exerce sur nos sociétés la généralisation des techniques de l'informatique, car derrière « le numériaue » il v a l'informatique, mais surtout la culture qu'il faut se forger et dont il faut s'équiper pour pouvoir habiter le monde à l'époque du numérique. La culture numérique. chez le sociologue, identifie et circonscrit un certain savoir, voire l'assortiment des notions et des compétences pratiques que nous nous devons de maîtriser pour être à la hauteur du défi implicite posé par ce tournant historique que nous sommes en train de vivre.
- 35 Sur ce point, voir notamment: insee.fr/ fr/statistiques/4241397 ainsi que l'édition 2019 du Baromètre du numérique: arcep. fr/cartes-etdonnees/ nos-publications-chiffrees/numerique/le-barometre-du-numerique.
- ³⁶ Sur ce point, voir notamment le rapport de France Stratégie (juillet 2018) « Les bénéfices d'une meilleure autonomie numérique » : strategie.gouv.fr/publications/ benefices-dune-meilleure-autonomie-numerique.

risques que représentent les déficits de culture numérique et les bénéfices avérés d'une meilleure autonomie numérique³⁶.

Ensemble, ces actrices et acteurs de France métropolitaine et d'outre-mer, engagés dans des dynamiques de solidarité et de communs numériques, témoignent d'un élan nouveau, d'un souffle inédit que cette série de carnets de terrains souhaite explorer et analyser pour comprendre comment et à quelles conditions peut se construire la société numérique durable et inclusive de demain.

"Ils cherchent à esquisser l'autre visage de la France numérique"

Les Carnets NEC[S] 2020 ont donc pour mission de raconter l'ensemble des événements Numérique En Commun[s] labellisés par le programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Ils cherchent à esquisser « l'autre visage de la France numérique »³⁷, celle qui s'intéresse moins à l'innovation technologique de rupture qu'au numérique synonyme de lien social, d'intérêt général et d'inclusion.

Au sein de ces carnets (faciles à imprimer et à assembler au format A4), vous trouverez des reportages sur les événements NEC[S], sur les approches, les outils, les territoires et les personnes qui construisent les leviers de l'encapacitation³⁸ au numérique des treize millions de des Françaises et des Français éloignés éloignées de ce dernier. Vous y retrouverez également des éclairages sur des concepts abordés lors des NEC[S], des clés pour explorer des pistes soulevées par les personnes qui font que ces événements dédiés au numérique inclusif existent et se développent.

Les rendez-vous NEC[S] sont autant d'occasions de rendre visibles les alliances nouvelles abordées précédemment et qui se nouent, depuis un certain temps désormais, entre des des actrices et des acteurs, des territoires et des dynamiques multiples. Ces relations cherchent à construire un numérique au service de la proximité territoriale et des solidarités locales, capable de créer ce que la philosophe des sciences Donna J. Haraway appelle de «nouvelles parentés, des lignées de connexions inventives». Avec ces carnets, nous aimerions aussi exprimer le besoin que nous avons aujourd'hui à «penser ensemble et d'une manière nouvelle, par-delà les différences qui relèvent de notre position historique et de nos domaines de savoir et d'expertise».

Nous vous donnons donc rendezvous au fil des pages des différents carnets NEC[S] pour vous présenter la diversité des approches en termes d'aménagement numérique des territoires. Nous aurons également le plaisir de vous présenter des événements, des actrices et acteurs et des lieux inspirants, mais nous vous donnons aussi rendez-vous en présentiel sur tous les événements labellisés NEC[S] où nous exposerons notre démarche, les carnets passés et ceux à venir.

À chaque fois, nous chercherons à témoigner de l'incroyable vitalité du numérique inclusif, éthique et ouvert en rendant hommage à celles et ceux qui le font vivre et le défendent depuis de nombreuses années.

françois huguet, coordinateur des carnets NEC[S] locaux.

- ³⁷ Sur ce point, retrouvez la web-série « Hyper-liens » produite par le Programme Société Numérique (Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) présentée dans les pages précédentes.
- 38 L'encapacitation (empowerment en anglais) désigne le processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, lui permettant d'accéder au pouvoir individuel et collectif. Cette notion articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Sur ce point néanmoins, remarquons qu'il est peut-être nécessaire aujourd'hui de traduire l'« empowerment » par « habilitation » comme le propose la philosophe Isabelle Stengers afin de souligner qu'il n'est pas auestion d'une simple « acquisition » mais plutôt d'une métamorphose que la chercheuse Donna Haraway appelle de son côté « respons(h)abilité ».

Le mot du Programme Société Numérique de l'ANCT



Depuis trois ans, Numérique En Commun[s] rassemble celles et ceux qui œuvrent à inventer une société numérique plus ouverte, réflexive et inclusive. Audelà des éditions nationales à Nantes, Marseille et Lyon (à distance), NEC[S] ce sont aussi **des dizaines** d'événements locaux. organisés tout au **long de l'année** par les acteurs de terrain et les collectivités territoriales.

Au gré de ces nombreux jalons s'est constituée une véritable communauté. Celle-ci rassemble une grande diversité de profils agents publics, médiateurs numériques, développeurs, élus, chercheurs, entrepreneurs, travailleurs sociaux, designers...

Des professionnels issus de territoires de plus en plus divers également, de la commune rurale de montagne à la direction innovation d'une région ; avec une longue histoire de politiques publiques numériques ou cherchant de l'inspiration pour en écrire une...

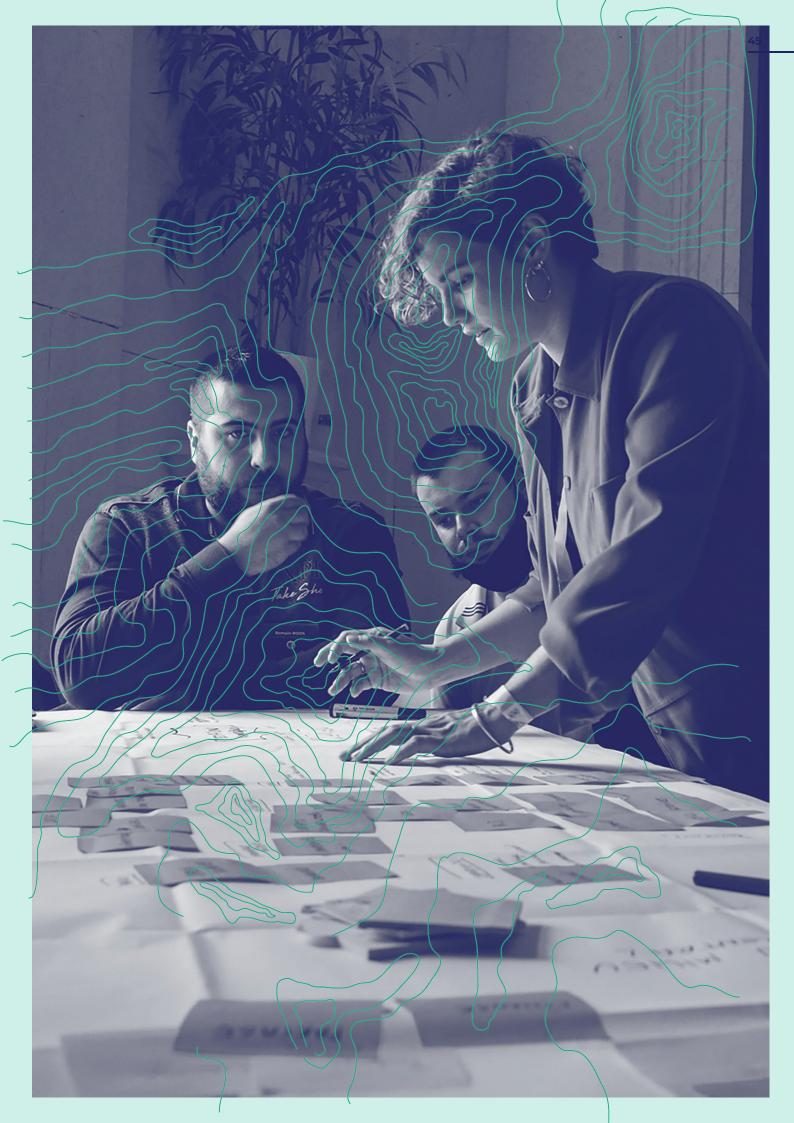
Ces nouvelles coalitions sont essentielles pour penser l'action publique de demain. Les administrations publiques doivent s'ouvrir, croiser leurs pratiques avec d'autres mondes professionnels et comprendre les contraintes de leurs partenaires et usagers. Cette diversité est une richesse qui nous permet d'aborder un spectre de problématiques de plus en plus large, mais qui n'auront de résolutions qu'articulées: inclusion numérique, développement des Tiers-Lieux, nouvelles formes de travail, sobriété numérique, transparence et participation citoyenne, communs numériques...

NEC[S] a ainsi pour ambition d'être bien plus que des événements. C'est un outil de travail et de mobilisation pour chacun·e d'entre vous : sensibiliser aux enjeux d'un numérique d'intérêt général, rassembler les acteurs concernés, créer une communauté de pratiques, mobiliser durablement des partenaires locaux, contribuer à l'outillage concret des acteurs, prendre date et, sans oublier, faire commun et partager à l'échelle nationale.

NEC[S] c'est comme son nom l'indique « faire ensemble, en commun », avec une exigence de mutualiser ce qui est fait dans chaque territoire. C'est pourquoi nous avons fait le choix de cette approche « recherche-action » pragmatique avec le concours de l'équipe aux manettes de ces carnets : donner à voir, inviter à comprendre, donner envie de répliquer.

En bref: partagez, copiez, forkez ces carnets!

Pierre-Louis Rolle, directeur stratégie et innovation, Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.



Crédits

françois huguet, rapporteur général des événements NEC locaux depuis 2020. Chercheur en humanités numériques, associé à la chaire Innovation Publique (ENSCi Les Ateliers, INSP, SciencesPo, École Polytechnique).

www.francoishuguet.fr

Sébastien Magro, journaliste indépendant, il travaille sur le numérique, les musées et les politiques culturelles, le service public, l'accessibilité et les luttes queer/LGBT+.

www.sebastienmagro.net

Les autres membres de l'équipage Carnets NEC[s] : Claire Richard, Clément Mabi, Zoé Aegerter, emmanuel vergès, Yaël Benayoun, Léa Amable.

Carnet rédigé avec la bienveillance des organisateurs et organisatrices du NEC Montpellier Méditerranée Métropole, **Hélène Roussel** et **Anne Bourdarias** ainsi que l'ensemble des équipes du **Hub RhinOcc** (logistique vidéo de l'événement) et de la **Halle Tropisme**. Nous remercions également **Léa Cauchard** et **Samuel Goëta** d'avoir accepté nos invitations à venir témoigner au sein de ce neuvième carnet NEC[S].

Supervision de ce carnet : **Caroline Corbal** et **Amélie Naquet**, chargées de mission (programme Société Numérique) et **Pierre-Louis Rolle**, directeur stratégie et innovation à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

CRÉATION GRAPHIQUE

Coordination générale : **françois huguet**

Conception graphique : Léa Amable (Atem – Graphisme & Designs)

Identité visuelle NEC : Margot Sarret (Fréquence Écoles)

Crédits photographiques: Sylvain
Paley (La Société Nouvelle), PierreLouis Rolle, Anthony Micaleff,
françois huguet, Programme
SociétéNumérique (ANCT), Fréquence
Écoles, Marion Bornaz, Agence
Nationale de la Cohésion des
Territoires, Hub Rhinocc, Association
La Mêlée Numérique, Halle Tropisme,
Éditions Zones.



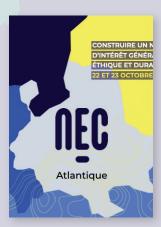
L'inclusion n'est pas une réponse au surnombre de retardataires, c'est une exigence adressée au numérique de demain. Ce n'est pas la voiture-balai du numérique : c'est une locomotive pour ses développements futurs, pour que le numérique soit pensé comme quelque chose qui s'adresse à toutes et à tous!



















D



Montpellier Méditerranée Métropole

Pour sa première édition, Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole nous a offert une occasion unique : faire communauté autour des enjeux de la société numérique de demain, afin qu'elle soit inclusive, éthique et citoyenne.

Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier ont porté cet événement majeur à la Halle Tropisme à une période où les événements en présentiel demeuraient complexes à organiser à cause des conditions sanitaires. NEC Montpellier Méditerranée Métropole a su mettre en lumière les initiatives, les actrices et les acteurs qui pensent et font la ville de demain, et qui s'engagent sur l'accès au numérique pour toutes et tous.

Tout au long de la journée se sont succédés keynote, tables rondes, pitch inspirants (diffusés en direct sur YouTube) sur les thématiques suivantes:

- Comment les usages des services numériques évoluent-ils dans le temps?
- Peut-on parler d'engagement des citoyens et des citoyennes dans leur ville et d'appropriation de ces services, ou au contraire génèrent-ils des résistances?

Alors que le numérique est un facteur d'innovation et de nouveaux services, le manque d'équipements ou de compétences crée de véritables fractures numériques dans la population. Face à cela, l'insertion citoyenne à inventer dépasse le champ de l'accès aux droits et services : c'est toute notre société qui repose sur l'usage du numérique.

Numérique en Commun[s] Montpellier Méditerranée Métropole était donc un rendez-vous pour faire émerger collectivement des solutions au défi de l'inclusion numérique.



@NumeriqueEnCommuns



@NumEnCommuns













DE LA COHÉSION